

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1260
29 novembre au 5 décembre 2001

13 F - 1,98 €
ISSN 0026-9433



Contre le capitalisme barbare



Agissons!

« CONTRATTAC »

PAR CRAINTE d'être criminalisés dans la foulée de la croisade « antiterroriste » lancée en réponse aux attentats commis contre les États-Unis, les leaders d'Attac ont tenu aussitôt à se répandre en dénégations pour ne pas être mis dans le même panier d'opprobre aux côtés des assassins infâmes. Quitte à développer une argumentation lénifiante où le combat contre la « dictature des marchés » cessait d'avoir pour fin ultime la libération supposée des peuples, pour se voir immédiatement mis au service de la « lutte contre le terrorisme ». Tirant la leçon des événements du 11 janvier, la vice-présidente d'Attac, Susan George, y verra ainsi la confirmation du bien-fondé de la cause défendue par son organisation : au lieu de « laisser se développer de façon dangereuse, le terreau des inégalités, qui produit ressentiment, frustrations et antiaméricanisme », il fallait « éradiquer » ce « terreau ».

Pour échapper à l'amalgame que certains s'étaient empressés d'établir entre un mouvement

« citoyen » ne visant que la « mondialisation libérale » et une mouvance « extrémiste » cherchant à détruire le capitalisme, les responsables – terme à prendre aussi dans son acception éthique – d'Attac se sont donc employés à se disculper au plus vite. D'abord en donnant de la voix dans le chœur des pleureuses pour exprimer leur « horreur » devant « l'ignominie barbare d'actes que rien ne justifie ». Ensuite, en se dissociant une fois de plus des « éléments violents » qui, au lieu d'aider le capitalisme à s'humaniser pour perdurer, persistent à vouloir le remplacer par on ne sait quel type de société radicalement différente.

Les petits chefs d'Attac n'avaient, en effet, pas attendu le 11 septembre pour se démarquer de toute action violente contre l'ordre « libéral » contre lequel ils sont partis en guerre. Au lendemain des fusillades policières de Göteborg, Susan George s'était chargée de clarifier les choses : « On avait négocié depuis trois mois avec les policiers la manifestation pour qu'ils ne soient

pas à cheval. En échange, on avait notre service d'ordre ». Las ! « Pour quelques cons [sic] indésirables, on passe pour des anticapitalistes primaires, anti-européens violents. » La conclusion qui suivra résume on ne peut mieux la position réelle des membres fondateurs de cette association qui se revendique « à gauche de la gauche ». Elle devrait, en tout cas, achever de rassurer tous ceux qu'aurait pu inquiéter le sigle martial dont cette ONG « citoyenne » est parée. « Ces violences d'anars ou de casseurs sont plus antidémocratiques que les institutions qu'ils combattent soi-disant. »

Les dirigeants européens « de gauche » présents à ce sommet ne disaient pas autre chose. Tandis que le Premier ministre social-démocrate suédois, Gören Persson, dont la police venait de tirer à balles réelles contre les manifestants – faisant finalement un mort dont Attac ne mouffera mot – vitupérait le « cirque ambulancier anarchiste qui se déplace de sommet en sommet pour semer la pagaille », son homologue britannique Tony Blair jugeait

Suite page 3

● Contre Attac

pp. 1 à 4

● La Fédération anarchiste et l'ordre mondial

p. 5

● À propos de la prostitution

p. 7

● Homophobie en Égypte

p. 8

● Exposition Armand Gatti

p. 10

● Actualité du surréalisme

p. 11

● Des nouvelles de l'école libertaire Bonaventure

p. 12



« Tant qu'il y aura de l'argent, il n'y en aura pas pour tout le monde. »

F 19 2520

Proverbe

Vie du mouvement

Éditorial

À L'HEURE OÙ NOUS METTONS sous presse, le régime taliban est presque tombé. C'était prévisible, puisque les dirigeants américains en avaient décidé ainsi, et qu'ils agissent en maîtres du monde. On peut se féliciter d'assister à la disparition d'un régime rétrograde. On peut se réjouir de voir des femmes débarassées - partiellement, hélas - de la férule religieuse. On peut dire que ce qui se passe est le mieux qui pouvait arriver étant donnée la situation : peu de morts, peu de combats de rue. Et c'est peut-être vrai, car l'idée anarchiste est inexistant en Afghanistan, et que les chances révolutionnaires y sont infimes.

Mais, puisque nous ne doutons de rien, que nous voulons abattre le règne de la marchandise et de l'État - rien de moins -, nous ne pouvons pas en rester là. Si, mesuré à l'aune de ce qui est possible, tout va pour le mieux (peut-être !), mesuré à celle de ce qui est souhaitable, on reste bien bas.

Nous, nous voulons que ceux qui sont les producteurs, le « peuple d'en bas », soient acteurs de leur destinée. Quand même ils se donneraient un gouvernement, nous pourrions dire : « Ils se trompent. » Mais nous n'en sommes même pas là ; les décisions sont prises ailleurs, très, très loin d'eux. Washington choisit un régime, bon ou mauvais, arbitre entre des chefs de guerre, parasites appuyés sur leurs parasites de soldats. Les Afghans n'ont même pas la possibilité de se tromper. Ils ont seulement l'obligation de subir.

Et cela n'est pas le lot des seules steppes sauvages d'Asie centrale. Les processus de la globalisation capitaliste en sont un bon exemple : des états-majors économiques et politiques s'entendent, mènent de mystérieux conciliabules, et les conséquences apparaissent dans notre vie quotidienne. Avons-nous été consultés ? Rarement. Et dans ce cas, notre avis a-t-il été pris en compte ? Jamais. Les gouvernements élus se reconnaissent impuissants. Les patrons se déclarent irresponsables. Et pourtant, des accords très précis sont élaborés, et mis en œuvre, qui dépouillent les populations de leurs droits, de leur dignité ; la richesse s'accumule tout en haut, la misère prospère tout en bas, sans que le hasard y soit pour rien. Et ce n'est pas Attac qui y changera quoi que ce soit.

Nous ne pouvons donc pas nous contenter de ce qui est « possible », parce que tout ce que la situation rend possible, c'est de subir l'oppression. Voilà pourquoi, nous, les anarchistes, nous rejeterons toujours les armées, mêmes quand elles apportent la démocratie. Voilà pourquoi nous dénonçons les aménagements du capitalisme, même quand ils apportent du mieux-être.

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F

Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande
Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction
sur les abonnements de 3 mois et plus
en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

CHAMBÉRY (73) : manifestation contre la guerre tous les jeudis à 18 h, rassemblement à la Sasson.

LILLE (59) : tous les jeudis, manifestation contre la guerre, à 18h30, place de la République.

ROUEN (76) : le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste appelle tous les résistants à la guerre à se rassembler chaque samedi à 15h30 place St-Sever à Rouen, BP 4202, 76723 Rouen Cedex.

NANCY (54) : manifestation contre la guerre, tous les samedis à 15 heures place Maginot.

NANCY (54) : le groupe Marénoire organise tout les mercredis une table de presse à la faculté de lettres de 12 à 14 heures avec le SCALP et la CNT.

Jusqu'au 15 décembre

MONTREUIL (93) : l'exposition Louise Michel (1830-1905) est prolongée jusqu'au 15 décembre 2001. Musée de l'histoire vivante, 31, bd Théophile-Sueur.



L'illustration en couverture est un photomontage de Francisco Aliseda, emprunté à Rojo y negro n°138 (novembre 2001).

La photographie page 5 (Premier Mai à Chicago) a été légèrement retouchée.

L'original peut être trouvé sur Internet : <http://www.infoshop.org>

Lectrice, lecteur, depuis la rentrée de septembre, *le Monde Libertaire* que vous avez entre les mains a quatre pages de plus. 12 pages au lieu de 8. Depuis mars 1990, *le Monde libertaire*, que vous achetez aux militants de la FA ou dans les kiosques, est à 10 F. Onze années sans aucune augmentation ! Dans un souci de faire

simple, de couvrir le surcoût lié à la fabrication, et surtout de ne pas vous pénaliser financièrement, nous avons décidé de porter le prix du *Monde libertaire* à 2 euros. Jusqu'à fin décembre, *le Monde libertaire* coûtera donc 13 F. Au premier janvier 2002, nous reverrons à la hausse le prix de notre abonnement. Une bonne occasion

MULHOUSE (68) : meeting du SUB-CNT avec Daniel Walter sur le thème : syndicalisme & écologie. Bibliothèque Dornach, 3, rue du Thann.

Vendredi 7 décembre

CHAMBÉRY (73) : conférence-débat sur la criminalisation du mouvement social à l'espace Pierre-Cot, quai des Allobroges, à 19 h 30, organisée par le groupe Acratic.

SAINT-DENIS (93) : concert de soutien à Mumia Abu-Jamal avec Baobab, la Formule, la Calcine & la fama, les Svinckels, la Caution et James Delleck organisé par le Cosimapp, à la Ligne 13, 12 place de la Résistance. M° Saint-Denis-porte-de-Paris, à partir de 19 h 30. PAF 50 F.

Samedi 8 décembre

PARIS (75) : manifestation pour Mumia Abu-Jamal, 14 heures République.

Sur Radio libertaire

Judi 29 novembre

SI VIS PACEM : 18 h - 19h30 : campagne contre les jouets guerriers. Des idées de cadeaux pour offrir la paix avec le « redoutable » catalogue de l'Union pacifiste.

Judi 13 décembre

EPSILONIA : 22 heures. L'émission Epsilonia invite Alain Mahé. Ce compositeur sera assisté de trois des musiciens qui l'ont accompagné lors de son dernier concert « La marée » : Carol Robinson (clarinette), Emmanuelle Tat (piano) et Kamal Hamadache (electronique en direct). Alain Mahé compose pour le théâtre ou réalise des spectacles alliant la musique electro-acoustique, les instruments traditionnels et l'improvisation.

simple, de couvrir le surcoût lié à la fabrication, et surtout de ne pas vous pénaliser financièrement, nous avons décidé de porter le prix du *Monde libertaire* à 2 euros. Jusqu'à fin décembre, *le Monde libertaire* coûtera donc 13 F. Au premier janvier 2002, nous reverrons à la hausse le prix de notre abonnement. Une bonne occasion

tion donc de s'abonner avant cette échéance et nous permettre ainsi de dégager les fonds nécessaires à la mise en place d'une deuxième couleur dans les mois à venir. Nous avons toujours pu compter sur votre fraternité dans le passé. Nous sommes convaincus de vous retrouver aujourd'hui avec nous.
L'administrateur

À la petite semaine

Spleen

S I L'ON EXCEPTE la Bourse, qui connaît une énième période de douce euphorie sous un gouvernement qui a le socialisme pour idéal, il faut bien constater que tout est noir dans les journaux. Sur le plan international, la « liberté » offerte aux Afghans par les B52 semble ne servir qu'à la résurgence des réflexes tribaux, de l'arrogance guerrière et de la vérole ethno-identitaire. En Algérie, entre fanatiques maquisards et mafia gouvernementale, une population n'en finit pas de savourer les bienfaits d'une « libération » nationale. Et ainsi de suite dans la misère et dans la guerre, dans la guerre et dans la misère...

Ici, des flics occupent la rue, qui ne supportent pas de voir entamé leur monopole de la bavure. Des hommes d'Église qui laissent venir à eux les petits enfants pour le plaisir du petit Jésus qui se tient dans

leur froc. Des parents qui prostituent leur progéniture. Des réseaux pédophiles à n'en plus finir. Des consommateurs de moins dans leur assiette avec ces viandes folles et ces OGM au menu du progrès. Des scores euphoriques promis aux candidats de l'extrême connerie de droite et de gauche à l'élection présidentielle...

Quelle tristesse ! Et rien pour atténuer ce tourment, aucune lueur d'espoir dans cet horizon de grisaille. Il y avait bien cette possible annonce d'une candidature du Parti des travailleurs dans la course à l'Élysée, mais finalement les gourous de la secte stalino-trotskiste ne se décideront qu'à la mi-janvier. Quand on songe qu'à l'issue de ces presque deux mois d'attente angoissée nos révolutionnaires fin de race pourraient y renoncer, c'est à désespérer...

Floralé

Rejoignez les New-Yorkais qui réagissent contre la terreur capitaliste

Appel à une convergence anticapitaliste contre le Forum économique mondial à New York (31 janvier-4 février)

CELA FAIT maintenant des années que des dirigeants de grandes multinationales, des centaines d'officiels des principales instances internationales, et des personnalités dont la caractéristique est d'être riches – de Bill Gates à Bill Clinton – se rencontrent annuellement à Davos (Suisse). Voilà l'endroit d'où les vrais maîtres du monde envoient aux politiciens leurs instructions. Voilà où sont vraiment ourdis les mécanismes qui conduisent aux atrocités qui ont nom GATT ou OMC. Et, cette année, le dîner de gala des maîtres du monde aura lieu à l'hôtel Waldorf Astoria, au centre de Manhattan.

Si le Forum économique mondial se déplace ici, c'est parce qu'il a été proprement chassé de Suisse par une campagne concertée d'action directe. Ils pensent qu'ici, à New York, nous sommes en état de choc, KO debout – et c'est peut-être vrai mais... pour qui nous prennent-ils ? Il s'agit d'une véritable provocation. Alors que des milliers de New-Yorkais en sont encore à enterrer leurs morts, à essayer de rapiécer des vies brisées, et à essayer désespérément de voir comment ils vont bien pouvoir payer les loyers indécents de New York après avoir été chassés de leur travail, les hommes les plus riches et les plus puissants de la terre ont décidé de venir festoyer

au milieu de l'épave – sans doute pour fêter les milliards de nos impôts que leurs gouvernements respectifs viennent de leur remettre dans les mains et étudier les moyens nouveaux de profiter du coût de la guerre globale permanente. Nous croient-ils dépourvu de fierté ? De respect de nous-mêmes ? Croient-ils que nous resterons assis sur nos fesses regarder cela se produire ? Nos pompiers héroïques nous l'ont montré : le moratoire sur l'action directe à New York est forcé !

Nous appelons à une résistance joyeuse et créative contre la culture grise et étouffante de conformisme capitaliste du Forum économique mondial ; des actions où la diver-

sité des tactiques reflète la riche diversité des communautés de New York. Nous appelons à des actions basées sur les principes d'opposition sans concession aux hiérarchies, au patriarcat, à la suprématie des Blancs, à l'élitisme, et sur une vision du monde où personne n'aurait à vivre dans la peur ou la terreur quotidienne. Nous luttons pour un monde dans lequel les États et leurs guerres, la violence économique et l'insécurité créées par leurs super-patrons, la violence et l'intolérance de tout type de croisade ou de fanatisme religieux seront enfin bannis de cette terre. Ce n'est pas une rêverie poétique. Rien n'est impossible si nous refusons de vivre dans la

peur. Ça vous dirait, de nous rejoindre pour une révolution sociale ? Alors, retenez bien :

Waldorf Astoria Hotel
New York City
du 31 janvier
au 4 février 2002

Chuck O

Source a-infos
<http://www.ainfos.ca>, traduction
Relations internationales

1. Allusion aux violentes manifs qui ont opposé pompiers et flics new-yorkais fin octobre (ndt)

CONTRATTAC CONTRATTAC

Suite de la page 1

« important que nous ne céditions pas un pouce à ces gens ». Lionel Jospin lui faisait écho en lançant une véritable déclaration de guerre à ces empêcheurs de mondialiser en rond : « Il faut faire face avec la plus absolue détermination. »

« Nous réprouvons totalement les méthodes de certains groupes qui confondent violence et radicalité », affirmera à son tour Bernard Cassen, au lendemain des manifestations brutalement réprimées de Gènes. Car, pour le président d'Attac, « la véritable radicalité est celle du contenu et des capacités d'entraînement de couches importantes pour des politiques alternatives ». Le « contenu » des critiques et des propositions du mouvement « citoyen » contre la mondialisation n'a pourtant rien de radical, car l'anti-libéralisme qui les inspire ne saurait s'inscrire dans une quelconque lutte contre le capitalisme. Dans la prose d'Attac comme dans celle du *Monde diplomatique*, la réalité à laquelle ce terme renvoie n'apparaît d'ailleurs que très rarement sous cette dénomination. « Nous évitons soigneusement d'utiliser les mots en « isme », capitalisme, par exemple », tient à souligner Bernard Cassen en guise d'explication. Il n'est apparemment pas à une contradiction près. Les pourfendeurs de la « pensée unique ne dénoncent-ils pas à tire-larigot le « néo-libéralisme » ou même l'« ultra-libéralisme » ? D'autres « mots en isme » existent, en revanche, auxquels ils semblent effectivement allergiques. « Socialisme » ou « communisme », par exemple. Il faut dire qu'avec l'anarchisme honni, ils évoquent une éventualité devenue pour ces nouveaux bien-pensants proprement impensable et qu'ils ont eu vite fait de décréter chimérique : un au-delà du capitalisme.

C'est pourquoi les « politiques alternatives » auxquelles Bernard Cassen se réfère sont parfaitement compatibles avec le maintien de ce système social, au point même, à voir l'accueil qu'elle reçoivent de la part de ses défenseurs avérés, de constituer une condition *sine qua non* de sa perpétuation. Tout au plus s'agira-t-il de le « réguler », grâce à l'intervention bienfaitrice des États, dépouillés, dans les discours sinon dans les faits, de leur caractère de classe, c'est-à-dire de garants de l'intérêt général de la bourgeoisie, au plan national et, de plus en plus, international. « Pour combattre les inégali-



Photo : Zolée

Le capital se noie ? Heureusement, Attac est là !

tés qui font le lit des conflits, il nous faut un contrat planétaire d'inspiration keynésienne », opine, par exemple, la vice-présidente d'Attac. Nul doute que ce programme minimum d'humanisation du capital puisse entraîner des « couches importantes ». N'est-il pas en train de séduire jusqu'aux dignitaires du PS ? Voilà que Laurent Fabius lui-même, mécano en chef du tournant social-libéral de la gauche au pouvoir opéré au début des années 80, se met maintenant à parler de « gouverner la globalisation » !

Ne s'arrêtant pas en si bon chemin sur la voie de la contestation raisonnable, respectable et responsable, Bernard Cassen renoue avec la bonne vieille tradition stalinienne où les « gauchistes », accusés de dévoyer les mouvements d'opposition, se voyaient suspectés de collusion avec l'État. « Les pouvoirs s'accommodent fort bien de ces groupes qu'ils infiltrèrent et qu'ils brandissent comme des épouvantails pour empêcher les citoyens de plus en plus nombreux de rejoindre les opposants à la mondialisation libérale. » Lesdits pouvoirs, en la personne du Premier ministre Lionel Jospin, du premier secrétaire du PS Francis Hollande ou du commissaire européen Pascal Lamy, encarté lui aussi au PS, pour ne citer qu'eux, paraissent fort bien s'accommoder de ces opposants bien propres sur eux issus des sérails universitaires. Ne vont-ils pas jusqu'à

prendre langue et même des repas en compagnie de certains d'entre eux ? Avec Bernard Cassen, par exemple, invité à jouer les boîtes à idées par des dirigeants « socialistes » soucieux de redonner quelque lustre au vernis de gauche passablement écaillé dont ils enrobent leur adhésion servile aux impératifs de compétitivité et de flexibilité, ou leur participation réitérée aux expéditions guerrières menées sous la houlette de l'impérialisme états-unien.

Facteur aggravant, les triblions d'extrême gauche ont le tort de faire de l'ombre aux manifestants disciplinés, raflant la vedette aux leaders d'Attac, qui aiment tant parader en tête, sous les flashes ou devant les caméras des journalistes. « On a davantage parlé de quelques centaines d'éléments de la mouvance « Black Bloc » – et que les carabiniers ont sciemment laissé saccager des rues entières – que des 200 000 autres manifestants », déplorait B. Cassen après le rassemblement de Gènes. Et cela, malgré les efforts de René Passet, ancien président du conseil scientifique d'Attac, qui s'était vanté, sur France-Culture, d'avoir, à Gènes, négocié avec les autorités policières la modification du trajet d'une manifestation pour mieux isoler et faire coïncider les militants radicaux. Car on a beau vouloir « être au premier rang » comme le proclamait Susan George, « dans la bataille pour instaurer la

démocratie dans l'espace international », sur le terrain, la prudence commandait tout de même de « manifester en retrait de la « ligne rouge » pour ne pas risquer le contact avec les forces de l'ordre ».

De toute façon, ces champions de la contestation, fût-elle institutionnalisée, devraient quand même savoir que ce qui compte dans une manifestation ce n'est pas tant le nombre que ce que l'on y fait. Mais on préfère en recourir, là encore, à la vieille argumentation stalinienne ou, ce qui revient au même, policière, selon laquelle les débordements ne peuvent qu'être le fait d'« éléments », pour reprendre une terminologie également d'inspiration policière, inévitablement minoritaires.

« Ce qui nous pose problème », précise le président d'Attac, « c'est que ces groupes, au lieu de manifester pour leur propre compte, avec leurs méthodes spécifiques et en prenant leurs responsabilités, viennent toujours se greffer, en vue de les dévoyer, sur des cortèges non violents qu'ils seraient bien incapables de mobiliser. » En attendant que ces énergumènes disparaissent du paysage politique, Bernard Cassen suggère une solution : séparer le bon grain « citoyen » de l'ivraie anarchiste. Car il n'est pas question, selon lui, de renoncer à notre droit constitutionnel de manifester. Nous refusons que ce droit soit pris en otage par les gouvernements et les groupes violents ».

La métaphore de la « prise d'otage », utilisée d'ordinaire par la droite pour fustiger les grévistes, coupables de nuire à « l'usager » ou au « consommateur », est significativement reprise ici pour défendre les bons manifestants contre les mauvais, renvoyés dos à dos avec les gouvernants pour oser contester à l'État son monopole de la violence physique légitime. La conclusion coule, dès lors, d'elle-même. Lors des prochaines mobilisations, « nous veillerons, avec tous nos partenaires, à mieux « sécuriser nos cortèges par des services d'ordre appropriés ». Autrement dit, le président d'Attac et le staff qui l'entoure se font fort, dorénavant, de canaliser le troupeau et d'en exclure les brebis galeuses, quitte à inclure la police parmi les « partenaires » pour qu'elle s'occupe des plus remuantes. Attac va-t-elle, dorénavant, se plier au « code de bonne conduite » proposé par Mike Moore, le

Suite page 4

CONTRATTAC CONTRATTAC

Suite de la page 3

directeur de l'OMC, aux manifestants anti-mondialisation ? Il inclurait le refus de la violence, le maintien à l'écart des fauteurs de troubles. En échange, ceux qui respectent ce code se verraient accorder une place dans le processus de négociation.

On le savait déjà : la cible des mobilisations « citoyennes » n'est pas le capitalisme, mais seulement sa version hard, le « néo-libéralisme ». L'horizon des militants ne va pas, en général, au-delà d'un marché mondial tempéré, amendé, maîtrisé, bref « régulé » par l'action bénéfique de l'État. Aussi ce dernier ne fut-il critiqué, dans les tragiques circonstances de septembre 2001, que pour avoir laissé la bride sur le cou aux « marchés » au lieu de les tenir en laisse. L'aggravation des inégalités et des frustrations qui en résultaient ne faisait-elle pas le jeu des extrémistes ? Il allait évidemment de soi que le « terrorisme » de ces derniers ne saurait être mis au regard d'on ne sait quel terrorisme d'État auquel les dirigeants états-unis ont souvent prêté la main quand ils ne l'ont pas eux-mêmes mis sur pied. En soumettant, par exemple, le peuple irakien à des bombardements répétés et à un embargo mortifère qui s'apparente à un génocide à ciel ouvert.



Photo : Zaléa

Susan George

Le message « citoyen » adressé par les croisés de l'anti-mondialisation « libérale » aux puissants contre lesquels ils disent lutter est des plus clairs : à ne vouloir rien lâcher, ceux-ci risquent de tout perdre. Comme de coutume, la morale fait bon ménage avec l'intérêt bien compris. « On ne peut s'attaquer au fanatisme sans être généreux », affirmera doctement Susan George. Et de prendre pour exemple le plan Marshall inspiré, si l'on en croit la vice-présidente d'Attac, par la générosité des Américains à l'égard des Européens, et non, par la hantise des premiers, c'est-à-dire de leur classe dirigeante, de voir les seconds, c'est-à-dire les classes populaires de certains pays d'Europe occidentale, basculer « à l'Est », c'est-à-dire dans le mauvais camp.

Ce message sera, en tout cas, reçu cinq sur cinq par les dirigeants du PS, horrifiés de surcroît à l'idée de voir les adeptes de la « citoyenneté globale » se réfugier par dizaines de milliers, lors du deuxième tour des élections présidentielles, dans le vote nul ou l'abstention.

Certes, « Attac, ses dirigeants nationaux, ses responsables, à quelque niveau que ce soit, ne roulent pour personne », pouvait-on lire dans le texte soumis aux 30 000 adhérents lors de l'assemblée générale de l'organisation tenue les 3 et 4 novembre 2001. Un démenti qui, cependant, ne fera illusion qu'à ceux qui voulaient bien s'illusionner. Certainement pas, en premier lieu, aux parlementaires PS, PC, MDC ou Verts qui avaient formé des groupes Attac dans leurs assemblées respectives (Assemblée nationale, Sénat, Parlement européen, conseils municipaux...). On peut se montrer audacieux sans être suicidaire ! D'autant que parmi ces recrues, certains avaient choisi de surfer sur la vague de la mondialisation afin de pouvoir augmenter leurs chances aux élections !

Il n'en demeure pas moins que, lassés par la politique droite menée par la « gauche plurielle », nombre de militants de « la gauche de gauche » avaient manifesté leurs intentions de non-vote en défaveur du candidat non encore déclaré du PS. Or, interrogée en octobre 2001 à ce propos, Susan George s'était vite chargée de les rappler à l'ordre électoraliste, hors duquel il

médiatisés, des liens se tissaient peu à peu entre les hiérarques du PS, affolés à l'idée d'une défection possible des troupes de l'anti-mondialisation militante au moment des choix électoraux, et les caciques de ce mouvement « citoyen », avides de se voir reconnus par les premiers comme partenaires à part entière dans la refondation « socialiste ».

D'où l'aide gouvernementale accordée à une association qui, fidèle aux préceptes de la doctrine sociale de l'Église, forme ses adhérents aux rudiments d'une « économie à finalité humaine ». Pour soutenir cette « œuvre éducative », le secrétaire d'État à l'Économie solidaire signera avec Attac une convention pluriannuelle sur trois ans, avec subvention à l'appui. D'où, aussi,

La cible des mobilisations « citoyennes » n'est pas le capitalisme, mais seulement sa version hard, le « néo-libéralisme »

l'arrivée au Conseil d'analyse économique, censé éclairer Lionel Jospin sur la politique à suivre, de Dominique Plihon, président du comité scientifique d'Attac, qui, loin de jouer les foudres de guerre anticapitaliste, se réclame sereinement d'un « radicalisme raisonnable ». D'où, encore, la lettre « très aimable » d'encouragement du Premier ministre à Attac, dont Bernard Cassen faisait état, non sans fatuité, devant les militants réunis à Tours en novembre 2001.

Ce gage supplémentaire donné à la contestation antilibérale par le représentant suprême de la gauche gouvernante aurait dû convaincre Attac de « procéder aussi à sa propre révolution culturelle », ainsi que le conseillait un journaliste du *Monde*. C'est-à-dire à « bâtir – et à défendre – un discours «pro» en lieu et place des slogans «contre». Comme si cette « révolution » ne s'était pas déjà accomplie au sommet en dépit des récriminations de la base !

On comprend mieux, dans ce contexte, que Susan George puisse s'irriter de voir certains militants de cette ONG en passe, comme tant d'autres, de se transmuier en organisation para-gouvernementale, confondre dans un même rejet le libéralisme social d'une certaine droite et le social-libéralisme d'une gauche de plus en plus incertaine. « Je crains que toute une partie de la gauche ne fasse pas l'effort de voter au second tour de la présidentielle pour le candidat de gauche le mieux placé », se plaignait-elle. Sans doute cette « partie de la gauche » et, en particulier les adhérents d'Attac, avaient-ils trop tendance à prendre au pied de la lettre les professions de foi de non-compromission politique de leurs mandataires, au lieu d'en saisir toutes les subtilités de langage. « Les partis politiques sont du côté du pouvoir. Nous, nous sommes un contre-pouvoir », réaffirmait crânement, à l'époque, Pierre Khalfa, membre du bureau d'Attac. Or, il fallait comprendre que l'heure n'était plus à se positionner contre le pouvoir, mais bien à se placer tout contre.

« Le discrédit des politiques est précisément à l'origine du développement d'Attac, s'agaçait pourtant un militant marseillais de l'association. Plus il y aura d'élus au sein de l'organisation, plus le discrédit risque de

nous retomber dessus. » Mais, plutôt que de crier à la manipulation ou à la récupération, les gauchistes de « la gauche de la gauche » auraient dû, au contraire, se féliciter de voir les thèses défendues par Attac être reprises comme thèmes porteurs par les représentants de la gauche officielle. Il est vrai que la radicalisation récente de leurs discours pouvait susciter le scepticisme. Ne condamnaient-ils pas la « culture de gouvernement » qui inspirait leurs pratiques depuis une vingtaine d'années ?

Les uns et les autres feront tout ce leur conclusion de cet autre membre éminent d'Attac qu'est le professeur René Passet, venu plancher devant de non moins éminents membres de l'Internationale socialiste, inquiets des retombées de la funeste journée du 11 septembre. Certes, aucun d'entre eux n'avait hésité à se rallier au panache étoilé du président Bush.

Tous s'étaient engagés sans barguigner à ses côtés dans cette énième croisade du Bien contre le Mal absolu, symbolisé cette fois-ci, après Hussein et Milosevic, par Ben Laden et les talibans. Mais cela n'empêcha pas René Passet de faire comme si de rien n'était et d'exhorter tout ce beau monde à « s'attaquer vrai-

ment au terreau de la misère et de l'humiliation sur lequel prospère le terrorisme ». Un argumentaire qui fera l'unanimité, sans être pour autant suivi du moindre effet. À moins que, là encore, il faille se livrer à une savante opération de décryptage. Selon une acception toute militaire, « s'attaquer vraiment au terreau de la misère et de l'humiliation » pourrait être interprété comme une invite à faire généreusement pleuvoir bombes et missiles sur le territoire correspondant. Toujours est-il que Jacques Chirac s'empressera à son tour de reprendre presque mot pour mot le propos de René Passet pour prouver, lui aussi, que l'on peut être l'allié inconditionnel des États-Unis sans être aligné pour autant : « La mondialisation doit être absolument maîtrisée et humanisée, car le fanatisme se nourrit de la misère, de la frustration et de la humiliation d'une partie de l'humanité. »

Droite, gauche, « gauche de la gauche » : même combat ! Niant l'évidence, tous refusent avec un bel ensemble l'hypothèse qu'il puisse exister un lien intrinsèque entre les « horreurs » qu'ils réprouvent et le capitalisme qu'ils approuvent, « moralisé » voir « humanisé » au besoin, selon les vœux pieux de certains. Espèrent-ils, contre toute évidence, que l'on puisse mettre fin au terrorisme sans qu'il soit besoin de mettre un terme au régime – souvent terroriste, lui-même – du capital ?

Situation hautement paradoxale. Au moment même où s'actualise de la manière la plus terrifiante l'un des termes de l'alternative formulée par Rosa Luxemburg entre socialisme et barbarie, tous s'accordent à lui dénier la moindre actualité. Refusant non seulement la nécessité, mais l'idée même d'un dépassement du capitalisme, ils auront donc la barbarie. Celle des autres combinée avec la leur. Tant pis pour eux. Et pour nous aussi. À moins que...

Jean-Pierre Garnier

Intervention de la Fédération anarchiste à Carhaix lors de l'action du 10 novembre 2001 à l'institut de Locarn

S'IL EST BIEN ÉVIDENT que toutes les dégradations sociales, politiques et écologiques que nous connaissons sont les produits du capitalisme, celui-ci doit être appréhendé non pas uniquement comme un système d'exploitation économique fondé sur le salariat et comme un système de domination politique fondé sur l'État-nation, mais aussi comme une « culture » caractérisée par l'urbanisation industrielle et l'excessive concentration démographique, par l'atomisation des individus et leur dégénérescence en de simples producteurs-consommateurs et, enfin, par le culte du progrès technique et l'accélération ininterrompue des transformations que l'occident capitaliste impose au monde entier.

Ce qui nous attend, au moins dans un premier temps, c'est donc moins la fin du monde que la fin de l'humanité comme une collectivité d'individus conscients et libres. En clair, ce qui nous attend est une aliénation totale.

La dynamique capitaliste nécessite la soumission complète des hommes à sa propre logique et à ses propres besoins. La mondialisation libérale est (et il ne faut pas se leurrer) ce totalitarisme économique et technique déjà, en grande partie réalisé puisque les seules libertés concrètes qui sont encore accordées sont essentiellement celles qui servent les impératifs du développement économique et technologique... Chacun des habitants de cette planète étant réduit à devenir un rouage insignifiant et interchangeable de la machine.

Face à ce constat, il faut d'emblée poser la question décisive : que voulons-nous ? Souhaitons-nous un capitalisme s'accommodant des contraintes sociales, politiques et écologiques ? Ou voulons-nous une révolution économique, politique et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à l'environnement et à la nature ? Doit-on lutter pour une régulation de l'ordre social existant ou pour l'instauration d'un nouvel ordre, impliquant la destruction de l'ordre régnant ?

Où est la folie ? Où est le bon sens ?

Il est vain d'espérer que « de simples aménagements de détails » pourront rendre humainement et écologiquement supportable une dynamique capitaliste historiquement et mondialement porteuse de pauvretés, de violences, d'insignifiances et de pollutions irréversibles.

Il est impossible de changer une partie importante de notre ordre économique et social de manière durable sans que toutes les autres s'en trouvent changées aussi. Si bien que les nécessités internes au fonctionnement du capitalisme finissent toujours par rendre dérisoires les tentatives d'en réguler durablement les dysfonctionnements structurels.

C'est ainsi, par exemple, qu'un ministre écologiste (quel qu'il soit) se verra rapidement réduit à « signer n'importe quoi » et ne travaillera qu'à ridiculiser l'idéal qu'il s'était donné. Car la logique marchande et industrielle ne peut pas se payer le luxe d'une protection réelle de l'environnement. De la même manière, un ministre de l'Intérieur « humaniste » (quel qu'il soit) se verra rapidement dans l'obligation de mener la chasse aux « sans-papiers ». Car derrière le problème de l'immi-

gration, il y a celui des écarts économiques et démographiques entre nos pays nantis et les pays dit « sous-développés ». Entre parenthèse, cette notion de « pays nantis » est à prendre avec des pincettes, puisque la pauvreté regagne de jour en jour plus de terrain dans ces pays dits « développés », aidée en cela par la dérégulation des lois sur le travail et par la compétition internationale.

C'est la raison pour laquelle il est urgent de passer de la critique des nuisances à la critique et à l'abolition de la cause de ces nuisances, c'est-à-dire à la critique et à l'abolition

tion, c'est-à-dire de l'égalité participation de tous dans la délimitation des limites collectives et du sens à donner à ces limites.

Le premier pas en direction d'une révolution consiste donc à se libérer du fétichisme de la marchandise et de la fascination que peut encore exercer la puissance de la richesse et de la technologie.

Les cinquante prochaines années vont être une période charnière, durant laquelle le système industriel et technologique va subir des tensions considérables au niveau social, politique et écologique : ce sera donc une

cisme, du capitalisme et aussi des clergés. La vision d'une Europe des régions telles que l'envisage le patronat breton au sein de l'institut de Locarn se situe exactement dans cette ligne. L'identité bretonne et la foi chrétienne sont des chèvres que ces prédateurs livrent en appât afin de mieux obtenir des populations une soumission librement consentie à leurs objectifs finaux : l'exploitation de tous par une minorité de nantis.

Ni communautarisme à l'américaine ni intégration républicaine, les anarchistes considèrent que seule la libre fédération de collectivités ouvertes peut permettre une réelle intégration respectant toutes les identités, minoritaires ou majoritaires.

À propos de la religion

Pour en finir d'autre part avec la religion, est-il nécessaire de redire ici la définition de la laïcité ? Les croyances, la spiritualité de chacun, le fait de croire ou ne pas croire en un dieu ou à des dieux est du ressort de la sphère privée. À aucun moment, une société égalitaire n'a à prendre partie pour l'un contre l'autre. Chaque individu étant libre, il doit être traité comme tel et ne pas se voir imposer un ordre moral. Il suffit de voir la façon dont le protestantisme a sécularisé ses pratiques dans bon nombre de pays (dont les États-Unis) pour voir les dégâts du moralisme et du conformisme.

Ceci étant posé, il est nécessaire de regarder de plus près la position de l'institut de Locarn. La grande question est : veulent-ils renforcer un ordre moral qui périclite mais qui a le bon goût de ne pas s'opposer aux aspirations libérales de l'élite économique ou bien, plus cyniquement, instrumentaliser-ils les traditions religieuses locales pour ressouder derrière eux des populations en mal de repères ? Sans doute un mélange des deux. Entre cynisme et obscurantisme, nous n'avons pas à choisir.

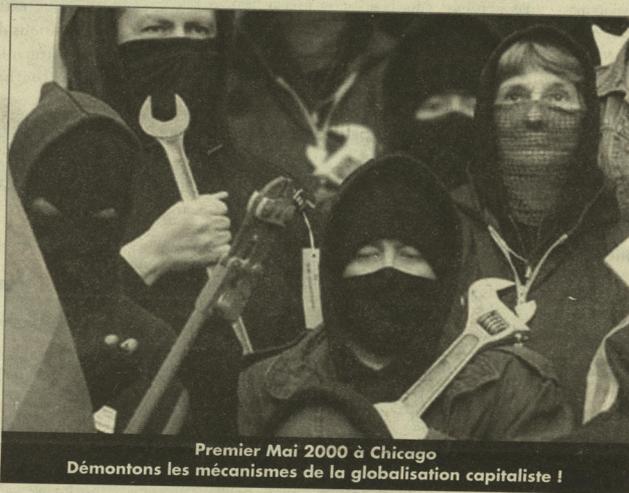
Nous le répétons, ces deux carottes (le régionalisme et le christianisme) sont brandies sans relâche pour soumettre les personnes habitantes dans notre région à leurs visions strictement économiques. Il n'y a pas plus à entendre leurs discours sur ces thèmes, que d'écouter les sornettes dangereuses de l'État soit disant garant d'égalité et de justice sociale.

L'État a toujours été et sera toujours l'expression de la classe au pouvoir, que ce soit l'aristocratie, la bourgeoisie ou le prolétariat. Demain, un État mondial générera de nouveau une classe de dirigeants inféodés au capitalisme, qu'il soit privé ou d'État.

Toutes ces raisons font que le combat contre la mondialisation « libérale » n'est pas un combat parmi d'autres mais bien la dernière bataille que nous devons livrer avant qu'il ne soit trop tard !

Pour conclure, citons Cornélius Castoriadis qui écrivait en 1990 : « Est-ce que les institutions politiques actuelles n'ont pas comme finalité d'éloigner les citoyens des affaires publiques, et de les persuader qu'ils sont incapables de s'en occuper ? » Aucune analyse sérieuse ne peut contester que les régimes qui s'autoproclament démocratiques sont en réalité ce que tout philosophe politique aurait appelé des régimes oligarchiques.

Jacques Luzi, Bruno Schiphorst
groupe libertaire René-Lochau



du capitalisme. Juger le capitalisme et tenter d'en amoindrir les effets « collatéraux » ne suffit donc pas : il faut le combattre et, dans ce but, réactiver le sens de la révolte (donc notre faculté de juger) et le sens de l'utopie (donc notre capacité de créer et d'affirmer).

L'important n'est pourtant pas d'établir *a priori* et en détail l'organisation d'une société alternative, mais d'en poser les principes et d'expérimenter ces principes au sein même des luttes contre les institutions centrales du capitalisme mondial. Nous faisons référence ici, aux principes de l'autogestion et de l'autonomie, c'est-à-dire aux principes d'une communauté dans laquelle les individus déploient leurs activités sur leur propre initiative, dans la direction pour laquelle ils ont collectivement opté et sous leur propre contrôle.

D'autre part, une communauté démocratique ne peut être qu'une communauté d'égaux. C'est pourquoi la révolution politique doit s'accompagner d'une révolution socio-économique dont l'objectif est l'abolition de toutes les inégalités, c'est-à-dire l'abolition du salariat et des classes sociales. Cette abolition doit permettre l'instauration d'une forme coopérative de la production et autogérée de la répartition du produit social, en fonction de besoins sociaux collectivement définis.

Enfin, il est clair que les dimensions politiques et socio-économiques d'une telle société alternative ne peuvent avoir pour finalité de concurrencer la puissance aveuglante du capitalisme. Une telle société, en effet, favorise la liberté de participation autant que la simple liberté de jouissance, et cherche une réduction du travail et non pas l'accumulation de richesses. Il faut donc envisager cette société comme une société de l'autolimita-

tion dangereuse et imprévisible, mais aussi pleine de possibilités.

Pour ceux qui n'acceptent pas leur esclavage et leur indignité, les enjeux de cette période sont clairs : accélérer la destruction de la société actuelle et jeter les bases d'une société alternative.

A propos du régionalisme

Pour en finir avec la notion de mondialisation telle que la comprennent les tenants du libéralisme, il est primordial de savoir qu'elle ne correspond pas à celle que nous souhaitons et que nous appellerons plutôt un « mondialisme ». La mondialisation libérale est une atomisation et une multiplication des États et des régions possédant chacun une offre économique différente et se livrant une guerre économique impitoyable.

Cette mondialisation, juxtaposition d'États-nations et bientôt, on le voit se dessiner, d'États-régions, n'est pas la possibilité offerte à chacun de se libérer du joug de l'oppression et de la centralisation. Mais c'est bien un outil de plus aux seules mains du capitalisme pour faire jouer la concurrence économique. Le mouvement libertaire renvoie radicalement dos-à-dos d'une part les tenants d'une notion jacobine de l'État central (ces tenants étant de gauche comme de droite) et d'autre part les éventuelles aspirations au séparatisme régional qui, à terme, n'est qu'une recréation d'États qui seraient « ethniquement purs » ou linguistiquement purs ou religieusement purs, ou purs tout court.

Les aspirations collectives à partager une langue ou une culture sont un droit strict et inaliénable. Par contre, l'instrumentalisation de ces aspirations est toujours le fait du fas-

Dans le monde

Allemagne

Le citoyen mis à nu

NOUS l'avions déjà dit, nous le répétons, les attentats en Amérique ont enfin autorisé les États à (re)sortir leurs batteries antiterroristes et légitimé toute une armada de mesures visant les restrictions des libertés individuelles et des droits du citoyen. En Allemagne, comme partout, l'État s'est engagé dans une bataille : obtenir un citoyen totalement transparent.

Curieusement les projets de lois destinés à réduire les droits émanant d'un personnage bien connu des milieux juridiques, Otto Schily, l'actuel ministre de l'Intérieur et autrefois défenseur des militants emprisonnés de la Fraction armée rouge (RAF). Il était alors moins rouillé, il montait encore à l'assaut des barricades, aujourd'hui il prône le bon sens « pour préserver la liberté, il faut bien parfois en sacrifier une partie » dit-il sans l'ombre d'un fard !

Pour qui s'oppose, même timidement, à l'intrusion massive de l'État dans la vie privée, on brandit immédiatement l'arme fatale : soutien actif aux terroristes. Evidemment, personne n'a envie d'endosser une telle responsabilité et le but finit par être complètement atteint grâce à cette subtile argumentation : « Qui n'a rien à se reprocher n'a rien à craindre des mesures antiterroristes. »

Peu de voix s'élevèrent au Parlement contre ces « packs sécurité », tout juste une poignée minoritaire au SPD et chez les Verts... Rien d'étonnant : la nation a juré que la terreur ne passerait pas par elle.

Martine-Lina Rieselfeld

Manifestation contre la guerre

LE PARLEMENT fédéral allemand devrait entériner au début de la semaine la décision du chancelier Gerhard Schröder et faire entrer le pays dans le ballet guerrier en l'associant aux représailles engagées par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons qu'une manifestation a eu lieu le 14 novembre 2001, à Calw, contre la guerre et contre l'intervention des commandos des forces spéciales (KSK : Kommando Spezialkräfte).

Le 7 novembre dernier, le cabinet ministériel a donné son accord et autorisé les KSK à venir renforcer l'armée de terre américaine présente sur le sol afghan depuis le 19 octobre ou à intervenir si nécessaire ailleurs. En Allemagne les effectifs des forces d'intervention sont passés à 150 000 soldats, les troupes d'élite, les KSK, participeront à la guerre en Afghanistan, elles sont déjà intervenues en Bosnie et au Kosovo. Le chancelier allemand en appelle à la « solidarité illimitée » pour justifier cet engagement mais la guerre sert avant tout à faire passer les « packs anti-terroristes », appelés par dérision « Otto-Katalog », en référence à une fameuse maison de vente par correspondance allemande. Ce contrôle renforcé de l'État, décidé depuis longtemps, ne rencontre aujourd'hui que peu d'opposition, l'onde de choc de l'attentat contre le WTC ayant rassemblé la nation derrière ses dirigeants.

Les opposants à la guerre devaient se rassembler le 14 novembre 2001 devant la caserne de Calw pour exiger le démantèlement des forces spéciales d'intervention et l'arrêt immédiat de la guerre en Afghanistan. Ils manifestent pour l'instauration d'un ordre économique nouveau, contre le terrorisme et les crimes contre l'humanité, pour l'ouverture des frontières en Europe.

Relations Internationales



Avec ce casque vous pouvez devenir meurtrier, tortionnaire, violeur, serial killer, fasciste...

Autriche

Nuit de Cristal

SOUVENONS-NOUS : dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, 42 synagogues et lieux de prière juifs sont incendiés à Vienne, des milliers de magasins, d'appartements pillés, saccagés, confisqués. On arrêta 6547 juifs, 3700 sont expédiés depuis la gare centrale vers le camp de concentration de Dachau. La Nuit de Cristal ouvre définitivement la voie aux exactions nazies. Pour arriver à de tels extrêmes, le régime a d'abord besoin de l'assentiment général.

Voilà pourquoi Joseph Goebbels, chef de la propagande du Reich, se sert de l'attentat du jeune Herschel Grynszpan, 17 ans, à Paris, contre le diplomate allemand Ernst von Rath, pour lancer une grande action punitive, contre les juifs, à l'échelle du Reich, soutenue par le parti et l'État. Sous prétexte de « colère spontanée du peuple », les nazis montrent ouvertement leur haine et sont rapidement suivis par une foule d'opportunistes que la situation arrange bien.

La semaine qui précède la nuit du 9 novembre 1938 servira de test. Kassel vit son premier pogrom à l'échelle régionale. Les dirigeants nazis veulent éprouver la population, la réaction dépassera leurs espérances. On connaît la suite : confiscation des biens, lois raciales de Nuremberg, arianisation, enfermement dans les ghettos, extermination industrielle de millions d'individus.

Des hommes et des femmes se sont retrouvés à Vienne le 9 novembre dernier pour commémorer le souvenir de cette nuit tragique, pour raviver cette page de l'histoire de l'Autriche, pour se souvenir des victimes, de toutes les victimes, les juifs bien sûr mais aussi les opposants au fascisme, les homosexuels, les Sinti, les Roms, les « malades mentaux », les « sociaux », les criminels, les sans-abri, parce qu'ils ont enduré les mêmes sévices, la torture, la faim, le travail forcé, parce qu'ils sont morts et qu'ils ne l'avaient pas choisi.

Relations internationales

Source : Revolutionsbraubhof



Italie

Évacuations à Trévise

LE 16 NOVEMBRE 2001, à 8 h 30 du matin, une centaine de policiers et de gendarmes en action avec blindés et hélicoptères ont procédé à l'évacuation de deux petits immeubles occupés depuis un certain temps par des travailleurs immigrés. A l'ex-couvent de Casier, aux portes de Trévise, propriété des pères du Sacrement du Prato, louée à la région de Vénétie pour une école professionnelle inutilisée depuis longtemps. Sur les 70 occupants habituels, 21 présents (en raison des postes de nuit) ont été surpris par cette expulsion, conduits en gendarmerie, détenus toute la journée, fichés... A l'ex-Telecom de Trévise où 35 travailleurs trouvaient habituellement refuge, 4 étaient présents lors de l'évacuation. Tous les absents étaient déjà au travail. La démonstration de force dans ces opérations, la simultanéité des évacuations dans différentes communes donnent le sens d'un côté d'un appui clair et sans équivoque aux idées de Gentilini et d'un autre côté d'un signal tout aussi clair d'intimidation envers ceux qui s'opposent au racisme institutionnel et social dans la région de Trévise. Au Casier donc aujourd'hui, nous avons vu aussi ceci : la solidarité des habitants et l'engagement des secteurs sociaux institutionnels, étrangers à la « barbarie » style Ligue du Nord. La moitié des occupants sont à présent dans l'église de la localité, l'autre moitié hébergée pour la nuit dans un hôtel. Demain, on recommence. Une chose est sûre cependant : on ne retournera pas dans la rue ni dans les usines désaffectées.

Réseau anticraciste de Venise

Espagne

La police suit les réunions des groupes anti-globalisation

DIVERSES organisations sociales ont dénoncé publiquement le fait que des policiers en civil et en uniforme aient tenté d'identifier les participants d'une réunion qui avait pour objet de préparer, le 31 octobre, les mobilisations contre la présidence européenne de l'Union européenne (1^{er} semestre 2002, *ndt*). Quand les représentants d'une cinquantaine d'organisations sociales et d'autres personnes eurent terminé leur réunion dans les locaux de l'école populaire de la Prosperidad de Madrid, ils découvrirent la présence de policiers aux extrémités de la rue. Ils procédaient à des vérifications d'identités. Les personnes décidèrent alors de réintégrer le lieu de la réunion après avoir refusé de se laisser contrôler. Une rapide négociation permit que toutes les personnes, groupées, aillent jusqu'à la station de métro la plus proche sans être contrôlées. Le groupe fut tout de même accompagné par la police.

Source : Madrid, UPA

Colombie

Un étudiant tué au cours d'une manifestation contre la guerre

CARLOS Geovanny Blanco Leguzamo était étudiant en médecine à l'université nationale de Colombie, à Bogota. Il est mort le mercredi 7 novembre au cours d'une manifestation de protestation contre la guerre, tué par une balle. Un groupe d'étudiants manifestait contre les bombardements en Afghanistan quand la police riposta avec violence. Un groupe de jeunes gens affrontait la police qui avait envahi le campus universitaire vers midi quand Carlos fut tué. Le commandant de police nie que celle-ci soit responsable du tir mais divers témoins confirment que le coup de feu est venu des rangs policiers. La police a occupé le campus tout l'après-midi. La nuit, de nombreux étudiants sont restés pour préparer les manifestations du jeudi. L'université resta fermée le jeudi et le vendredi. La presse colombienne n'a pas fait état de cet homicide.

Sources : indymédia Colombie et A las barricadas

Panama

Quinze cents prisonniers entament une grève de la faim illimitée

AU MOINS 1475 détenus panaméens, pour une population pénale de 9582 personnes, ont entamé une grève de la faim illimitée à partir du 12 novembre 2001. Ils réclament un accès plus facile aux démarches relatives à la liberté conditionnelle et une baisse des retards de procédures pour les dossiers qui les concernent et les amènent ainsi à faire des peines de préventive très longues. La directrice du système pénitentiaire national du Panama, Concepcion Corro, expliqua à l'agence d'information EFE que les grévistes étaient au nombre de 1161, et sont dans les pavillons 1, 2 et 3 de la prison « La Joya » de la capitale panaméenne. 314 autres sont dans la prison connue sous le nom de La Mata (« matar » veut dire tuer en espagnol, *ndt*) et se trouve dans la province de Chiriqui, limitrophe du Costa Rica.

Concepcion Corro expliqua que tous les prisonniers n'avaient pas satisfait aux conditions permettant la mise en liberté conditionnelle et, de ce fait, que leur grève n'avait pas de sens.

Relations internationales

IL Y A CINQ ANS, la presse belge réalisait des tirages exceptionnels liés à un certain Marc Dutroux. La nation s'unissait devant le calvaire des victimes du monstre. À vrai dire, je reste encore étonnée que toute cette émotion ait été focalisée sur des victimes exclusivement considérées comme des enfants. Après tout, deux d'entre elles au moins étaient plutôt des jeunes femmes. Ce point n'a été que peu relevé. L'émotion était à son comble : l'en-

prises à ce piège savent qu'il vaut mieux sourire pour appâter le client sous peine d'en prendre un peu plus sur la gueule. Même en se révoltant, elles ne seront pas libérées. Car elles valent de l'argent, beaucoup d'argent, trop d'argent. Les réseaux de trafiquants ne peuvent même plus concevoir que ces êtres humains-là puissent avoir des droits : elles ne sont plus que sources de revenus plantureux et faciles. L'esclavage n'a été aboli qu'il y a peu de temps. Serait-il venu

Marchandage des valeurs ou valeur marchande ?

fance avait été meurtrie, torturée, avilie. Avions-nous bien compris alors qu'on avait aussi touché aux femmes, à toutes les femmes, au sexe dit faible, à des objets sexuels contraints et forcés, sans défense ?

Cette année, on nous promet enfin un débat parlementaire sur la prostitution. D'emblée, les commentaires vont bon train : les deux propositions de loi sont incompatibles. Le débat sera donc vif, passionné et passionnant.

La première proposition assied sa pertinence, dit-on, sur l'expérience concrète des opérateurs de terrain ; elle vise à doter les prostitué(e)s d'un statut juridique, leur permettre de bénéficier d'une protection sociale, et ainsi les mettre à l'abri des abus des exploitateurs. Enfin protégées, les quelques personnes prostitué(e)s qui paraîtront ainsi au grand jour, nanties d'un contrat en bonne et due forme, jouiront de certains droits et cesseront d'être exploité(e)s de manière scandaleuse. Du moins, on l'espère car la preuve n'est pas faite.

L'autre proposition, que certains estiment d'emblée moins concrète parce qu'elle ne prend pas en compte les réalités de la rue, que l'on dit pénibles mais que l'on déclare incontournables, veut poser la question de la responsabilité du client.

On sait que dans la plupart des pays, le client se croit aujourd'hui en droit d'acheter des services sexuels. En toute légitimité : peu importe que le ou la cliente d'un ou d'une prostituée se soit assuré(e) ou non de l'existence d'une volonté libre, de l'absence de contraintes subies par la personne payée pour accomplir l'acte sexuel. Il suffit de payer. Dans certains pays, comme la Suède, la connivence du client avec la traite et l'exploitation peut constituer un délit. Certains adversaires de cette seconde proposition de loi penseront donc qu'elle est naïvement abolitionniste et inutilement culpabilisante.

Ces adversaires font observer que certaines personnes ont choisi de vendre leur corps, non pas de gaieté de cœur sans doute, mais la vie est dure, et il faut payer ses dettes. Ou alors ces personnes ont choisi d'échapper au médiocre d'une existence désargentée en consentant un sacrifice de chaque instant dans leur chair, en adoptant d'autres repères pour parler de leur dignité. Mais où allons-nous classer celles et ceux qui n'ont pas vraiment eu le choix. Elles étaient naïves, pauvres, ravies de voir enfin le monde et elles ont accepté un contrat de danseuse ou de serveuse. Et elles se sont retrouvées dans la rue, camées, frappées par les macs, les clients et les dealers, privées de papiers d'identité et du droit de se plaindre. Les jeunes femmes

LES DROITS HUMAINS
DOIVENT ÊTRE
LA PRIORITÉ !

AFGHANISTAN:
L'HISTOIRE
N'EST PAS FINIE

à l'esprit des esclavagistes du XVIII^e siècle que leurs Noirs avaient d'autres droits que celui de travailler, de tout endurer pour prix d'une précaire survie ?

On dira que j'exagère : l'exploitation sexuelle des êtres humains n'est quand même pas l'esclavage. Ce sont pourtant des situations absolument comparables : contrainte, exploitation, aliénation de l'être à sa seule valeur marchande, violence, mépris et humiliation comme instruments de la soumission. On ajoutera qu'il a existé de bons maîtres ; il existe sans doute de bons clients.

Sans doute. Mais si l'on est libre de disposer de son corps, pourquoi ne pas envisager de proposer aux pauvres de vendre leur rein, après tout, ils en ont deux. Pourquoi ne pas suggérer aux pauvres de vendre leurs enfants : après tout, ils en ont trop et ne peuvent pas les nourrir. Voilà la logique ultime du corps-marchandise.

Mais nous, personnes critiques, nous ne sommes pas à ce point dépravées. Les excès et les abus sont dénoncés, nous savons désormais que la mondialisation des marchandises a ses adversaires et que ceux-ci ont même la cote dans l'opinion.

À la mère de Mohamed

C'ÉTAIT la semaine dernière. En première annonce sur la radio, aux infos de 18 heures. Pour la première fois dans l'histoire judiciaire, un homme, né d'un viol pendant la guerre d'Algérie, était reconnu « victime de guerre ».

La journaliste de retracer succinctement l'histoire : la mère de Mohamed avait quatorze ans pendant la guerre d'Algérie. Elle a été enlevée, séquestrée, violée pendant des mois par des soldats français. Quand ils se sont rendu compte qu'elle était enceinte, ils ont tenté de provoquer une fausse-couche, puis l'ont relâchée. La gamine, complètement paumée, a abandonné son enfant. Mohamed l'a retrouvée des années après, à moitié folle, vivant dans un cimetière d'Alger. C'est là qu'elle lui a tout raconté.

Mohamed, qui « se bat depuis treize ans », a donc gagné « son procès contre l'État français ». Il se déclare « content, c'est une reconnaissance de toutes les autres victimes dans le même cas que moi qui oseront maintenant porter plainte ».

Et ta mère, Mohamed ?

Et toutes les autres femmes algériennes, se taisant depuis des années, ne pouvant même pas porter plainte, par peur ou par honte ? Est-ce qu'on va elles aussi les reconnaître comme victimes de guerre ? Vont-elles gagner leur procès contre l'État français ?

Tu vois, Mohamed, je suis contente que tu aies gagné. J'ai pensé que ça ouvrirait enfin la porte de « la reconnaissance » à toutes tes tantes et cousines. Mais toi, tu n'y as pas pensé...

Pippi Langstrumpf

Je réponds : mais alors, pourquoi vouloir mondialiser le marché du sexe, sans complexes et sans états d'âme ? Pourquoi penser qu'il suffira de doter d'un contrat de travail la jeune Ukrainienne de quinze ans pour qu'elle soit protégée ? Ne sommes-nous pas en train de penser surtout à notre petit confort moral, à notre conscience citoyenne qui veut que le ou la prostitué(e) ait des droits. Sans accepter de penser aux contraintes et aux violences qu'il ou elle subit ; sans regarder le caractère souvent irréversible de sa trajectoire.

Face aux personnes qui veulent gérer la réalité, n'est-il pas opportun, salubre et souhaitable que des voix s'élèvent pour poser autrement le problème : en termes de droits de la personne humaine par exemple. Et ces droits-là, on ne me fera pas croire que les personnes prostituées en jouissent pleinement.

Je suis convaincue que celui ou celle qui pense possible et légitime d'acheter un coït ou une fellation comme on achète une chemise ou comme on va au cinéma doit se sentir bien à l'étroit dans son caleçon et n'avoir sans doute pas encore compris que la sexualité peut avoir lieu sur un mode égalitaire et respectueux de l'autre.

Quelle tête ferait le législateur ou l'électeur qui irait tirer son coup en quelque maison de tolérance dûment contractualisée, et y rencontrerait sa fille ou sa femme ou sa sœur, fières de leur nouveau statut, et apaisées par le contrat de travail qu'elles auraient en poche. Il ne lui resterait plus qu'à espérer que sa fille cadette se spécialise en option « sexe rémunéré mais librement assumé » et devienne ainsi capable de supporter la féroce concurrence des fils de ses meilleurs amis.

Mais laissons là cette imagination irrespectueuse. Cette situation ne peut concerner que les autres. Pas nous.

Si on discutait enfin sérieusement de ce qu'il est possible de faire pour une société plus respectueuse des personnes ? Si l'on acceptait d'analyser les causes de la prostitution, son caractère misérable, minable et dépassé. Si l'on renonçait au confort de penser que la société ne peut exister sans elle. L'esclavage a heureusement perdu aujourd'hui toute légitimité. Et pourtant il paraissait tellement logique et incontournable aux yeux des gens concrets et même des intellectuels.

Annie De Wiest,

sociologue spécialiste des questions d'égalité des chances, Belgique.

Égypte

23 homosexuels en prison pour « mépris et pratiques sexuelles contraires à l'Islam »

CINQUANTE-DEUX hommes ont été arrêtés lors d'une rafle au Queen Boat, un bar-bateau gay du Caire, le 11 mai 2001. Accusés et écroués, malgré la mobilisation mondiale, 23 de ces hommes ont été condamnés, le 15 novembre dernier à des peines qui vont jusqu'à cinq ans de prison, assorties de travaux forcés.

Ce n'est pas le droit égyptien, pâle copie du droit français « ne condamnant pas l'homosexualité masculine et féminine comme crime ou délit » qui l'a fait. C'est « la menace contre la sécurité d'État » qui a été brandie, par les autorités égyptiennes, pour le faire. Mais, soucieuses de se concilier les 17 députés « Frères musulmans » extrémistes récemment élus, et surtout inquiètes d'une opinion publique, de plus en plus réticente devant l'incurie d'un gouvernement, incapable de régler les problèmes économiques et quotidiens, elles l'ont entériné. Et, « miracle à la Fatima », l'on a encore brandit le Livre : « mépris [...] et pratiques sexuelles contraire à l'Islam ». Ô joie du goupillon et une nouvelle fois, du bras séculier, du sabre !

Si les attaques répétées, les suspensions et les harcèlements dont sont l'objet la communauté homosexuelle égyptienne, depuis ces derniers temps (notamment le site Internet gayegypt.com) illustraient un régime égyptien « de plus en plus répressif », cet État totalitaire, à la botte de sa minorité la plus extrémiste (il ne faut pas fâcher...), a franchi son Rubicon. Il est clair qu'une fois de plus un gouvernement, base arrière et allié intéressé de l'OTAN cherche à détourner son

opinion publique d'une réalité sociale, humaine et bien éloignée des libertés fondamentales...

La France a cependant exprimé sa « préoccupation », se contentant de demander « des mesures de clémence » pour les condamnés. Mais elle n'a en rien « condamné le principe d'une homosexualité répréhensible, en terme de droit ». Les États-Unis se sont réfugiés derrière l'argutie financière du montant de l'aide économique et militaire annuelle de deux milliards de dollars octroyés à l'Égypte, rappelant que « les contribuables gays américains y participaient indirectement ». Autant d'arguments qui placent l'homme et ses libertés fondamentales, au centre des préoccupations de ces dirigeants...

Les « déviants sexuels » ont par contre, bel et bien été condamné par un « tribunal d'exception aux jugements sans appel ». Mais, « Allah est grand, et dieu n'est que bonté, fait-il le rappeler ? » : la croisade afghane saura bien détourner les opinions occidentales, entre autres, de cette affaire plutôt « embarrassante ».

Le samedi 24 novembre à 14 heures, le Centre gay et lesbien, le Collectif associatif des 52, la Ligue des droits de l'homme, la Fédération anarchiste et d'autres associations se sont retrouvées sur le parvis de l'Hôtel de Ville à Paris, pour rappeler qu'il n'y a pas de hiérarchies ni de priorités dans la défense des droits de l'individu.

Patrick Schindler et Christophe Tzotzis
Groupe CLAAAAASH

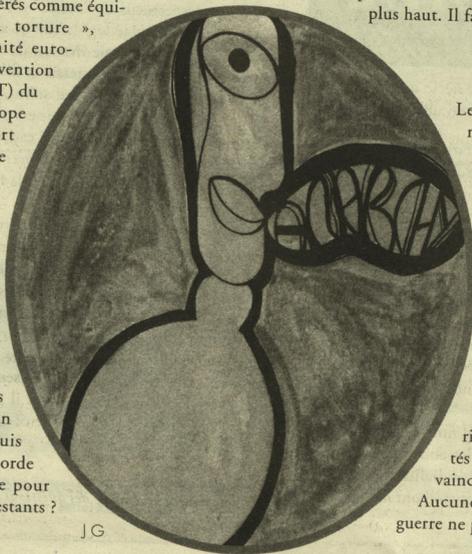
brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves

SOS conneries

Aumônerie d'un lycée professionnel. Revues sur l'avortement. Me doutant un peu du contenu je les pique puis quelques heures plus tard les feuillette. Cela a dépassé mon imagination. Comparaison entre le génocide nazi et l'avortement, avec l'esclavage... à pleurer. Finie la mascarade pour l'Église qui prétendait prêcher paix et liberté. Il y avait même une déclaration de sœur Térésa - il faudrait lire ce texte avant de chanter ses louanges - disant de l'avortement qu'il est la plus grande menace pour la paix. Dis-moi Bush, Oussama serait-il un partisan de l'avortement ?

Lettonstapo

Passages à tabac, asphyxie avec des sacs plastiques, étrangement avec une corde de guitare ou électrochocs. Voici un échantillon des traitements infligés par les flics lettons à leurs prévenus. « Dans certains cas, les mauvais traitements qui sont rapportés [...] pourraient être considérés comme équivalents à de la torture », dénonce le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) du Conseil de l'Europe dans son rapport publié jeudi. Le CPT rapporte le témoignage d'un homme, attaché à une chaise dans un poste de police de Riga durant un interrogatoire de plus de cinq heures, aurait été à deux reprises étouffé à l'aide d'un sac plastique puis étranglé avec une corde de guitare. Le rêve pour les policiers manifestants ?



JG

Manif antiguerre

Le 17 novembre à Nation 14 h partait la manif contre la guerre en direction de Châtelet. Mobilisation très décevante côté anarchiste. Pas plus de cent personnes toutes organisations confondues ! Avec quelques copains et copines d'un collectif lycéen nous étions venus en tchadri que nous avons brûlé à la fin du défilé grâce à des torches bateaux. Petit écho, pour petite mobilisation. Il est nécessaire qu'un peu de monde vienne aux manifs !

De Moulinex à McDo

Les salariés de Moulinex ont perdu. Les derniers ont levé le blocus de l'usine d'Alençon jeudi. Mais d'un autre côté les salariés de McDo, eux, sont toujours en grève. Dernièrement, ils ont effectué une action sur un autre établissement rue de Rivoli, qui par solidarité les a suivis dans leurs mouvements. Ils ont manifesté devant le fast-food samedi (17 novembre) rejoints en fin de journée par les militants anti-guerre de la manif citée plus haut. Il faut continuer.

Afghanistan

Les talibans ont perdu, tant mieux ! Mais l'Alliance du Nord a gagné, et ils n'ont pas l'intention de changer vraiment l'organisation de la société afghane. Les États-Unis sont vainqueurs et prétendent quasiment tenir Ben Laden (si ce dernier est encore en Afghanistan). Par contre ont-ils l'intention de combattre le terrorisme par la racine c'est à dire remettre en question la société actuelle ? Il ne faut pas se leurrer. Le terrorisme existe du fait des inégalités mondiales, le seul moyen de le vaincre c'est de détruire la misère ! Aucune loi sécuritaire ni aucune guerre ne pourront le faire.

Belgique

Le procès de Pascal Marchand n'aura pas lieu

Pour rappel, il y a plusieurs mois, Pascal avait été condamné à un an de prison ferme pour actes de solidarité avec les Tziganes expulsés collectivement en 1999. Arrêté à son domicile, il fut détenu à Forest pendant dix jours durant lesquels il avait observé une grève de la faim et subi de nombreuses violences. Dès son arrestation, un vaste mouvement de solidarité s'était rapidement organisé pour demander sa libération et dénoncer la criminalisation croissante de tous ceux qui posent des actes non violents et s'opposent à une « politique » dégradante.

Ce procès que la justice a voulu pour condamner un homme et casser un mouvement militant (le Collectif contre les expulsions) devait devenir celui de la politique belge en matière d'expulsion et celui des centres fermés, dont l'existence est totalement inacceptable dans un pays qui parle si souvent de liberté et de dignité humaine.

Mais la comparution prévue le 23 novembre 2001 sera de pure forme, le procès, sur le fond, n'aura pas lieu, pas cette fois. Trop de bruit, trop de monde, autour d'une affaire devenue trop périlleuse, la justice semble prête, aujourd'hui, à accéder à la demande de Pascal Marchand et de ses avocats, de voir son cas jugé en même temps que les faits reprochés à une vingtaine d'inculpés du Collectif contre les expulsions.

Cette « victoire », sans témoins, sans fête ni happy end, n'est pas sans valeur puisqu'elle symbolise la nécessité d'une solidarité, indispensable face aux abus du pouvoir. C'est parce que nous avons été nombreux à nous exprimer, nombreux à marquer fermement notre refus de la spirale répressive que la victoire à un sens : l'engagement n'est pas un vain mot. Mais cette victoire doit être prudente, on sait que, bientôt, tout sera à recommencer : des procédures sont en cours et d'autres suivront.

Alors, que cette recule d'un système judiciaire purement répressif face au refus collectif de se taire et de laisser-faire nous serve de leçon. Face à la volonté politique de casser la résistance et la solidarité, nous avons des armes efficaces : la parole et les actes.

Nous aurons encore souvent l'occasion de nous retrouver, au pied du Palais ou ailleurs.

N'oubliez pas d'être vigilant.

Collectif contre les expulsions
Comité de soutien aux inculpés
La Ligue des droits de l'homme

Communiqué sur www.ainfos.ca

Sommet de Laeken

14 et 15 décembre 2001

Actions du GroMÉLIFA (Groupe de la métropole lilloise de la FA)

● **Vendredi 7 décembre** : soirée de soutien aux sans-papiers (débat, couscous, musique), à la salle Courmont à Lille.

● **Samedi 8 décembre** : 15 heures, square Richebé à Lille, manif contre la mondialisation capitaliste.

● **Dimanche 9 décembre** : 11 heures, action au marché Wazemmes à Lille. 15 heures, débat sur « L'Europe dans la mondialisation » au Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar à Lille, M° Porte-des-Postes.

● **Mercredi 12 décembre** : 12 heures, action à l'université de Lille III (hall). 18 heures, République, Lille, manifestation avec les sans-papiers contre l'Europe-forteresse.

Et bien sûr les deux manifs de Bruxelles :

● **Vendredi 14 décembre** : manif du D14, 11 heures, Petit-Château, bd 9° de ligne, Bruxelles.

● **Samedi 15 décembre** : manif noir et rouge, départ 14 heures, place de l'Hôtel-des-Monnaies/Parvis de Saint-Gilles.

Un bus au départ de Lille le samedi 15 décembre (tarif 50F/70F) : rendez-vous 8 heures, angle du bd Lebas et de la rue Gosselet. Retour en début de soirée. Contacter la CNT, 1, rue Broca, 59800 Lille.

Lettre de démission de Pierre Monatte au comité confédéral de la CGT (décembre 1914)

EN DÉCEMBRE 1914, la CGT, invitée à assister, à Copenhague, à une conférence socialiste des pays neutres, pour le rétablissement de la paix entre les peuples, refusa même de répondre. Monatte, délégué titulaire pour le Gard, suppléant pour le Rhône au comité confédéral, démissionna publiquement, à la suite de cette décision, et envoya la lettre, que nous republions aujourd'hui, partout où il espérait éveiller un écho. Il estimait n'avoir plus rien à faire dans un comité acquis au nationalisme gouvernemental et qui entraînait le prolétariat français dans son abdication. Il se désolidarisait pleinement de cette abdication et faisait connaître au dehors qu'il restait en France quelques hommes fidèles. Rappelons qu'à la même époque nous prenions connaissance des articles que Romain Rolland venait d'écrire, « Au-dessus de la mêlée », pour se désolidariser pareillement, sur le plan intellectuel du crime de la guerre et affirmer sa fidélité à l'humanité assassinée.

Le comité de rédaction des « Cahiers du travail », deuxième cahier intitulé « Un coup d'œil en arrière » daté du 15 mars 1921 aux éditions de la bibliothèque du travail.

Camarades,

Après le vote émis dans sa séance du 6 décembre par le comité confédéral, je considère comme un devoir de renoncer au mandat que vous m'avez confié. Voici les raisons qui ont dicté ma détermination :

Au cours de ces cinq derniers mois, c'est avec stupeur, avec douleur, que j'avais vu :

Le comité confédéral enregistrer purement et simplement l'acceptation par son secrétaire général d'une mission officielle de commissaire de la nation ;

Quelques semaines plus tard, la commission confédérale envoyée à Bordeaux consentir à faire une tournée de conférences pour le compte du gouvernement ;

Des militants syndicalistes, des fonctionnaires d'organisations, tenir un langage digne de purs nationalistes.

Aujourd'hui, le comité confédéral vient de refuser sa sympathie aux efforts tentés en vue de la paix par les socialistes des pays neutres.

Pour le comité confédéral, parler en ce moment de paix constituerait une faute, presque une trahison, une sorte de complicité dans une manœuvre allemande, tout comme pour le Temps et pour le gouvernement.

Dans ces conditions, il m'est impossible de rester plus longtemps dans son sein, car je crois, au contraire, que parler de paix est le devoir qui incombe, en ces heures tragiques, aux organisations ouvrières conscientes de leur rôle.

Le 22 novembre, le secrétaire confédéral donnait connaissance au comité d'une invitation à la conférence des socialistes des pays neutres organisée à Copenhague pour les 6 et 7 décembre par les partis socialistes scandinaves.

M'opposant au passage à l'ordre du jour, je faisais la proposition suivante :

Que la CGT répondit en assurant les socialistes scandinaves que, s'il nous était impossible d'envoyer un délégué, nous suivrions cependant leur efforts en faveur de la paix avec la plus grande sympathie et que nous faisons des vœux pour le succès de Copenhague.

A la séance du 29 novembre, la fédération des Métaux déposait une résolution motivée, inspirée du même esprit, à laquelle je me ralliai avec empressement.

Comment et par qui elle fut combattue ? Par quels arguments ? Il serait trop long de le dire ici ; mais les procès-verbaux du comité confédéral du 22 novembre, 29 novembre et 6 décembre, vous fixeront sans doute un jour prochain.

Le 6 décembre, le comité confédéral se trouvait devant trois propositions : une première, de la fédération du Bâtiment, tendant à ne faire aucune réponse ; une seconde, de Luquet, comportant des restrictions importantes et l'accord de la CGT et du Parti sur un texte commun de réponse ; enfin celle des Métaux.

Le comité se prononça d'abord sur la proposition, à caractère préjudiciel, du Bâtiment, l'adoptant par 22 voix contre 20 et 2 abstentions. Il est hors de doute que la proposition des Métaux aurait été écartée, le 6 décembre, par une forte majorité.

Ainsi, une nouvelle fois, des appels socialistes en faveur de la paix n'auront trouvé aucun écho dans les organisations centrales françaises, ni dans la presse ouvrière de ce pays, celle-ci allant même jusqu'à refuser de les reproduire. Appels et initiatives conformes cependant à la résolution des congrès socialistes internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, qui déclare :

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est le devoir (aux classes ouvrières) de s'entremettre pour faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Ce devoir, Keir Hardie et l'Independent Labour Party, en Angleterre, se sont efforcés, dès le premier jour, de le remplir ; ainsi que les deux partis socialistes russes ; de même que les socialistes italiens et suisses dans leur conférence de Lugano et le parti socialiste américain par son initiative d'un congrès socialiste international extraordinaire.

C'est le devoir que vient de remplir Karl Liebknecht, et avec lui une minorité du parti socialiste allemand, par sa proposition au Reichstag, le 2 décembre :

« Une paix rapide qui n'humilie personne, pour une paix sans conquêtes, voilà, déclare-t-il, ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis. Seule, l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés. Seule, une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix. »

Il est incompréhensible, dans une certaine mesure, que les masses du peuple, trompées et excitées journellement par la presse, par toute la presse, aient accepté comme articles de foi toutes les déclarations gouvernementales.

Mais que les militants du syndicalisme n'aient pas montré plus de plus de clairvoyance, qu'ils n'aient pas apporté plus de sens critique à l'examen des allégations gouvernementales, qu'ils se soient laissés gagner par la fièvre de la vanité nationale, qu'ils aient perdu le souvenir des principes qui guidaient jusqu'à maintenant leur action, voilà le plus attristant spectacle.

Quand Poincaré, il y aura deux ans le mois prochain, monta à la présidence de la République, certains d'entre nous se dirent : « Nous aurons la guerre avant la fin de son septennat. » Nous l'avons eue moins de deux ans après.

Cette guerre prévue, redoutée par nous, cette guerre voulue, préparée par nos politiciens de l'esprit national, c'est elle que la majorité du comité confédéral envisage maintenant comme une guerre de libération pour l'Europe, comme une guerre capable de porter la liberté et la République à l'Allemagne et de ruiner le militarisme universel. Quelle illusion !

Cette guerre, dont l'attentat de Sarajevo ne fut que le prétexte, a ses sources réelles dans le duel économique anglo-allemand et dans la rivalité germano-slave.

L'alliance russe, déjà la honte de la République française, a précipité notre pays dans le gouffre. L'alliance russe et les ambitions marocaines de nos coloniaux.

Le kaiser n'a fait qu'avancer l'heure de la conflagration européenne. Sa responsabilité en est plus lourde que celle d'aucun gouvernement ; mais celle des gouvernements français, russe et anglais n'est pas légère. Encore n'est-il pas établi que

le gouvernement français ait tout fait pour sauvegarder la paix dans la dernière semaine de juillet. Nul ne doute que la diplomatie secrète, aux méfaits tant de fois dénoncés, ait joué un rôle considérable dans la déclaration de la guerre.

Les travailleurs conscients des nations belligérantes ne peuvent accepter dans cette guerre la moindre responsabilité ; elle pèse, entière, sur les épaules des dirigeants de leurs pays. Et loin d'y découvrir des raisons de se rapprocher d'eux, ils ne peuvent qu'y retremper leur haine du capitalisme et des États.

Il faut aujourd'hui, il faudrait plus que jamais conserver jalousement notre indépendance, tenir résolument aux conceptions qui sont les nôtres, qui sont notre raison d'être. Si on les croit fausses, qu'on le dise !

Alors seulement on aura le droit de faire du nationalisme sous toutes ses formes, nationalisme politique et nationalisme économique.

Mais je crains fort que nos organisations centrales, en France comme en Allemagne, CGT comme Parti socialiste, Union syndicale internationale comme Internationale socialiste, n'aient signé leur faillite.

Elles venaient de se révéler trop faibles pour empêcher la guerre, après tant d'années de propagande organisatrice.



Monatte en 1906 à la sortie de l'imprimerie de la CGT. C'est le troisième en partant de la gauche.

Mais on pouvait encore se dire que la faute en incombait peut-être aux masses restées à l'écart et qui n'avaient pas compris les devoirs de l'internationalisme.

Cette dernière lueur d'espoir vacille sous les paroles des militants d'un pays à l'autre. C'est au centre que le feu, c'est-à-dire la foi, a manqué.

Si l'humanité doit connaître un jour la paix et la liberté, au sein des États-Unis du monde, seul un socialisme plus réel et plus ardent, surgissant des désillusions présentes, trempé dans les fleuves de sang d'aujourd'hui, peut l'y mener.

Ce n'est pas, en tout cas, les armées des alliés, non plus que les vieilles organisations déshonorées qui le peuvent.

C'est parce que je crois, chers camarades du Gard et du Rhône que la CGT s'est déshonorée par son vote du 6 décembre, que je renonce, non sans tristesse, au mandat que vous m'avez confié.

PIERRE MONATTE (15 janvier 1881-27 juin 1960). Militant anarchiste, personnalité importante du syndicalisme révolutionnaire français. Il est très tôt attiré par les idées anarchistes. D'abord répartiteur dans les collèges, il est ensuite correcteur d'imprimerie. En 1904, après sa rencontre avec Émile Pouget, il rentre au comité confédéral de la CGT. Durant l'année 1905, il remplace Benoît Broutchou (alors emprisonné) à la rédaction de l'Action syndicale des mineurs de Lens. En 1907, il intervient au congrès anarchiste international d'Amsterdam, et y expose sa conception du syndicalisme révolutionnaire.

Le 5 octobre 1909, le premier numéro de la Vie ouvrière voit le jour, il en est l'administrateur et le principal rédacteur. Lorsque la guerre éclate en 1914, et qu'au-delà de toute attente l'« union sacrée » se réalise avec la CGT, il démissionne du comité confédéral estimant que celle-ci s'est déshonorée.

En janvier 1915, il est mobilisé et envoyé en première ligne. Démobilisé en 1919, il reprend son militantisme, fortifié par la révolution russe, il s'en fait un propagandiste dans la Vie ouvrière qu'il fait réparaître.

Le 3 mai 1920, il est arrêté avec d'autres militants et inculpé de « complot contre la sûreté intérieure de l'État », et reste emprisonné jusqu'en mars 1921. Secrétaire des comités syndicalistes révolutionnaires (CSR) au sein de la CGT, opposé aux

anarchistes, en particulier sur l'adhésion à l'internationale communiste, il en démissionne. En mars 1922, il devient rédacteur à l'Humanité, puis adhère en mai 1923 au parti communiste, mais il en est exclu en novembre 1924 après avoir dénoncé leurs méthodes autoritaires.

En janvier 1925, il lance le numéro de la Révolution prolétarienne, revue syndicaliste révolutionnaire (fidèle à la charte d'Amiens), de nombreux anarchistes y collaborent. La revue s'arrêtera en 1939, pour reprendre en 1947 et pour fendre encore la mainmise des stalinien et le réformisme syndical.

Éphéméride anarchiste
<http://perso.club-internet.fr/yacl>

Expressions

Entrées des anarchistes

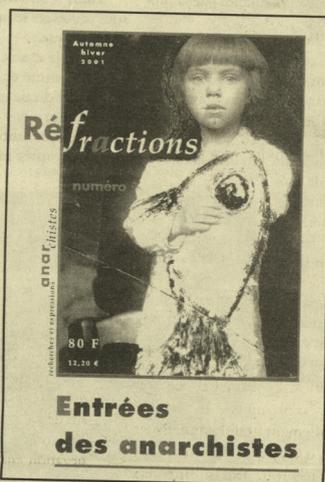
IL EST FRAIS, il est gouleyant, c'est le *Réfractations* de l'automne ! Il se boit bien, mais il a une bien curieuse étiquette : « Entrées des anarchistes ». Le mystère se dissipe dès les premières gorgées. Les réfractaires, dans une soirée peut-être enthousiaste, avaient d'abord voulu venger « l'anarchie expliquée aux enfants ». Au matin, plus sobres, ils ont compté le nombre d'enfants qui lisent leur revue, dont les ambitions théoriques n'ont pas encore conquis le public des écoles élémentaires. Alors, en se promenant dans les vignes, ils sont passés à l'idée, sinon d'un dictionnaire, du moins de quelque chose qui y ressemble. D'où les « entrées », qui sont comme celles d'un dictionnaire, et non celles des artistes. D'artistes, comme toujours la revue n'en manque pas ; témoin la magnifique tête, due à Barthélémy Schwartz, qui se dresse à côté du texte sur le discours de la servitude volontaire. *Réfractations*, c'est heureux, ne s'est jamais résignée à la mise en page plate et triste, ou criarde et lourde, qu'on associe à tort avec l'édition militante française.

Solidement charpenté (« la liberté », puis « le pouvoir », « l'anarchie », « les luttes », « s'organiser » et, enfin, un livraison de notes de lectures plus abondante encore que de coutume), ce cru va des « lili, les bo-bo et Kropotkine » où quelques pendules sont vigoureusement remises à l'heure par l'horlogère maison, à un dialogue avec un Africain (donc un homme d'un continent où l'anarchisme n'a guère fait de progrès), en passant par « les actions directes dites non violentes », des auto-présentations d'organisations (AL, FA, CNT, OCL, etc., quelle belle cohabitation !), des notes sur « l'économie participative », « anarchisme et marxisme », etc.

On pourra savourer longuement le bouquet des textes de fond, sur la révolution, la propriété, le droit de vote, le droit tout court, l'éducation intégrale, et tant d'autres.

Sans conteste, la plus remarquable performance, étant donnée l'ambition de ce

numéro qui souhaite à l'évidence présenter les versions, les définitions, les approches les plus récentes, les plus contemporaines, de la plupart des grands concepts et des grands objets de l'anarchisme, est celle de Marianne Enckell, qui réussit l'exploit de distiller l'histoire de l'anarchisme en à peine quelques milliers de signes ! Cette histoire coule de page en page, petit ruisseau sombre en bas, annoncée ou suivie d'un petit personnage galopant drapeau noir en main. Bien des vins, et ceux de Champagne toujours, sont de savants mélanges où l'équilibre est essentiel. Celui-ci n'échappe pas à cette règle et tente loyalement de n'exclure ni d'occulter.



Il était essentiel d'agir ainsi pour satisfaire ce qui semble être la seconde ambition de ce numéro : servir de présentation, actualisée, de l'anarchisme à qui n'en aurait qu'une connaissance caricaturale ou datée. Comme le beaujolais du bougnat, le résultat veut donc être partagé. Servez-vous, et surtout faites passer.

Nestor Potkine

Salut Jean-Pierre !

A PRES avoir milité dans les rangs trotskistes (LO) dans les années 70, J.-P. Hirou avait rejoint la galaxie libertaire. Ses analyses souvent pertinentes, même si elles restaient quelquefois teintées par ses premiers pas militants, appartenaient à la pensée de notre mouvement¹ et c'est à juste titre qu'il se définissait comme communiste libertaire. Il avait avec le militant(e)s du groupe Pierre-Besnard participé à la collecte des témoignages qui permirent d'écrire *Mai 68* par eux-mêmes². Jean-Pierre est mort brutalement le 3 novembre et a été incinéré le 9 au Père-Lachaise.

Toutes nos amitiés libertaires à Michèle, sa compagne.

Hugues Lenoir
groupe P. Besnard

1. Voir Jean-Pierre Hirou, *Parti socialiste ou CGT (1905-1914)*, Acratie, Pantin, 1995.
2. Editions du Monde libertaire, 1989.

Le numéro 3 de l'Émancipé vient de sortir

Au sommaire

- Que penser des attentats aux USA ?
- Bouddhisme et pédophilie
- Chasse aux gays en terre musulmane, les lois des talibans, que la laïcité soit nom de Dieu !
- Nouvelles du monde entier...



Vous pouvez commander ce numéro pour 4 euros (25 F) port compris, chèque à l'ordre de Régis Bousnières, à l'adresse suivante : Régis Bousnières, 15, avenue de la Gare, 69580 Sathonay-Camp.

J.G.

Les voyages de Don Quichotte

Exposition

« Nous ne réclamons qu'un seul espace, qu'un seul lieu ; Blanqui et l'éternité par les astres. »

Armand Gatti

DEPUIS LE 13 OCTOBRE et jusqu'au 31 décembre se tient une exposition à la Maison de l'Arbre à Montreuil, situé rue François-Debergue, jardinier communard, pendu par les Prussiens, sur le site des anciens studios du cinéaste Georges Méliès, dont le seul vestige est un arbre centenaire. Ce lieu était idéal pour accueillir en résidence le poète, journaliste et homme de théâtre anarchiste Armand Gatti, qui y est installé depuis quelques années.

Un projet de réaménagement architectural est actuellement en cours. Ce projet a alors été l'occasion pour l'équipe de la Parole errante (association qui anime le lieu et qui travaille sur l'œuvre d'Armand Gatti) de mener une réflexion sur le devenir de ce lieu et des différents travaux qu'il abrite. L'exposition dresse un inventaire des différentes possibilités de fonctionnement d'un lieu culturel.

Elle comporte en tout vingt lieux, où se mêlent des textes, des livres, des enregistrements sonores, des décors et des images. Vingt lieux, qui, comme le précise la brochure de l'exposition, « forment une série d'hypothèses dont chacune annonce un mode de fonctionnement ou une façon de travailler toujours liés à une certaine vision du monde et des rapports à y tisser ». Un rapport au monde lié à la recherche des possibles et au refus de tout déterminisme. Le livre, la poésie, le langage, la transmission des savoirs et la rencontre avec les étoiles y représentent les armes privilégiées de la résistance et de la construction d'un autre univers. Ainsi ce lieu ce pourrait être une colonie libertaire, une bibliothèque, une université du pauvre, un croisement entre langage scientifique et poésie, un territoire libéré, un observatoire des étoiles...

On y trouve étroitement associés toute une série d'expériences, de figures et de « paysages », centraux dans le travail d'écriture d'Armand Gatti et essentiels pour penser cette entreprise : l'Espagne libertaire de Buenaventura Durruti, l'Ukraine de Nestor Makhno, l'Algérie de Kateb Yacine, l'Italie de Gramsci et Cafiero, l'Allemagne à travers les résistants de la Rose Blanche...

Mais alors pourquoi Don Quichotte ?

« Don Quichotte », surnom de maquis d'Armand Gatti

Don Quichotte, plus grand livre politique jamais écrit selon le sous-commandant Marcos, figure tutélaire derrière laquelle Durruti et sa colonne se placent pour filer sur Saragosse, texte trop émouvant pour ce philosophe de la dureté de Frédéric Nietzsche, dont il éreint dans une pitié qu'il eut fustigé la fidèle monture, Rossinante, à Turin, seul interlocuteur de Blanqui en prison, lui ouvrant la voie des astres, creuset de notre univers en construction.



Il ne s'agit nullement de revenir en arrière mais bien de projeter le passé dans un devenir. Un moment riche d'apprentissage et de réflexions, qui offre une occasion exaltante d'envisager d'autres possibles, d'autres futurs... A voir !

Jusqu'au 31 décembre

Accès libre

les week-ends de

14 heures à 18 heures

En semaine, sur rendez-vous,

entre 10 heures et 22 heures.

Des groupes de 5 à 15 personnes pourront être accueillis pour une visite commentée.

La Parole errante à la Maison de l'Arbre

9, rue François-Debergue

93 100 Montreuil

M° Croix-de-Chavaux

01 48 70 00 76

Emmanuelle

groupe FA de Montreuil



Pour poursuivre l'entreprise et pour ceux que l'architecture intéresse, l'équipe de la Parole errante vous invite à participer à trois discussions autour : du gothique, des architectures des totalitarismes des avants-gardes russes, les 6, 7 et 8 décembre à la Maison de l'Arbre

EN 1999, parurent deux ouvrages de Vincent Bounoure, textes rédigés durant les années 70-80¹. Ces recueils offrent un ensemble de réflexions autour des questions posées à la pensée surréaliste et à son expression par l'évolution du monde et les conditions qui sont faites à l'esprit. Bounoure s'y interroge sur les possibilités d'évolution du surréalisme et cet ensemble fait état de la persistance des activités surréalistes et de leur pertinence.

Il n'est pas de mouvement de pensée qui ne soit aussi proche de l'anarchisme que le surréalisme

La connivence remonte avant même la constitution du surréalisme en tant que mouvement. Ce lien originel n'est pas étranger à l'implication du surréalisme, en tant que mouvement constitué, dans la mouvance libertaire². André Breton s'était plu à le rappeler dans « La claire tour » (*Le Libertaire*, n° 297, du 11 janvier 1952) :

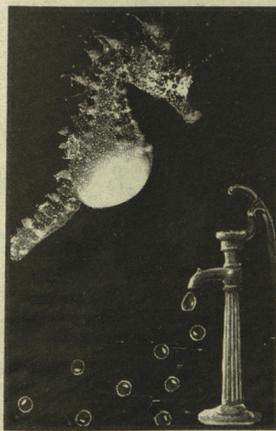
« Où le surréalisme s'est pour la première fois reconnu, bien avant de se définir lui-même et quand il n'était encore qu'association libre entre individus rejetant spontanément et en bloc les contraintes sociales et morales de leur temps, c'est dans le miroir noir de l'anarchisme. »

Les aspirations de ces deux mouvements sont, d'évidence, complémentaires, même s'ils semblent se placer parfois sur des registres différents. Si l'on considère que les transformations sociales exigées par l'anarchisme ont pour but la plus grande liberté pour l'individu, le surréalisme vise à faire surgir cette liberté de l'individu lui-même. Bounoure fait remarquer, à propos de la Révolution russe, que « la dégénérescence de l'idée révolutionnaire, telle que le surréalisme l'a constatée en Russie », de 1917 à 1938, montre sans équivoque le rôle déterminant du surmoi, non point tant chez les épigones auxquels suffisait le cynisme que dans cette foule psychologique que Freud définit comme « l'union d'individus divers qui ont installé dans leur surmoi une même personne » (*Moments du surréalisme*, p. 142).

Ces deux recueils ont été composés au long d'une période qui vit les activités des surréalistes d'expression française opérer une sorte de semi-occultation. Après la décision unilatérale de Jean Schuster de mettre fin aux activités collectives, Bounoure fut de ceux qui refusèrent cette abdication et, entourés d'amis nouveaux, ils firent la preuve de la ténacité du surréalisme. L'exigence de Bounoure, sa rigueur morale, une sorte de sage prudence aussi firent que pendant des années le surréalisme devint un mouvement fort discret, ne battant pas les tréteaux de la scène artistique et littéraire. Les extériorisations furent discrètes. Néanmoins, les années 70 et 80 virent la parution des dix numéros du *Bulletin de liaison surréaliste*. À cette publication participèrent non seulement les surréalistes de langue française mais aussi des surréalistes étrangers, notamment les membres du groupe de Chicago et aussi ceux du groupe tchécoslovaque condamnés, eux, à une complète clandestinité. Ces derniers collaborèrent également à *la Civilisation surréaliste* (Payot, 1976).

En 1980, plusieurs surréalistes français participèrent au numéro spécial des *Cahiers de la cinémathèque* consacré au « cinéma des surréalistes ». À la même époque plusieurs expositions collectives et individuelles furent organisées, notamment, en 1976, « Marvellous Freedom Vigilance of Desire » à Chicago et « Le collage surréaliste », en 1978 à Paris.

À ces manifestations, il faut ajouter plusieurs expositions clandestines dans la Tchécoslovaquie d'alors. Au BLS succédèrent deux numéros de *Surréalisme* et des publications individuelles. Cette période de grande réserve fut surtout l'expression du peu de goût pour les éclats médiatiques. Malgré cela, le surréalisme a continué de vivre intensément. Si le groupe surréaliste s'extériorise plus facilement



André Bernard : Rubis sur l'onde

aujourd'hui, comme on a pu le remarquer lors de plusieurs manifestations libertaires (à La Gryffe, à Lyon, à la CNT à Paris et à Barcelone, avec la FA au Havre et à Rouen, et aussi pendant les manifestations du 1^{er} mai 2000), c'est pour une part importante grâce au travail en profondeur de Bounoure qui a tissé devant les pas de nouveaux arrivants un solide tapis de réflexions et d'exigences.

Le surréalisme n'est pas un mouvement artistique

Les œuvres surréalistes n'impliquent nullement une forme, un style commun, pas plus qu'un choix de techniques, de matériaux ou de supports, mais bien un désir de partager, de faire surgir, d'exprimer un « bouillonnement caché », intérieur, selon le thème-titre d'une exposition d'Eva et de Jan Svankmajer. Ce qui caractérise un ensemble d'œuvres surréalistes, c'est cette unité sous-jacente de l'expression, ce langage pluriel qui traduit et rassemble les multiples faces tant de l'émerveillement et de l'enchantement que de la révolte.

Actualité du surréalisme

« Cette conception polyphonique des relations humaines, c'est à craindre, n'est partagée que par les surréalistes qui n'aspirent qu'à multiplier en eux-mêmes les modes d'expression, qu'à réaliser les formes diverses de l'être, qu'à recouvrer la plénitude compatible avec la biologie humaine. » (*Moments du surréalisme*, pp. 132-133).

Le surréalisme s'est reconnu assez tôt dans les expressions artistiques spontanées, qu'elles soient créations d'esprits simples ou naïfs ou d'aliénés, Apollinaire ayant ouvert la voie. Ce que les amateurs d'arts classiques ou modernes européens ont été plutôt lents à reconnaître ou à comprendre, ce sont les arts dits « sauvages », qu'il est de bon ton, aujourd'hui, de nommer « arts premiers ». Vincent en fut un admirateur et devint rapidement grand connaisseur de ces arts des peuples d'Afrique, d'Océanie et d'Amérique ; ses goûts, son regard, le portant toutefois moins vers l'Afrique, reprochant aux créateurs formalisme et allégeance aux dieux protecteurs.

Si Vincent ne s'est pas affirmé anarchiste, c'est que sa langue évitait les formules péremptoires et qu'il s'attachait avant tout à l'esprit plus qu'à la lettre. Pour autant, aucun doute ne plane sur ses choix aux plans politique et social. Dans « Devant Stefan Baciu », p. 27 de *Moments...*, il répond à la question de Baciu à propos de la position des surréalistes face aux mouvements révolutionnaires, trotskistes notamment :

« En juin 1947, les surréalistes de France adoptaient la déclaration *Rupture inaugurale* qui non seulement marquait leur opposition à toute espèce de stalinisme mais déniait au marxisme le sens des transformations radicales nécessaires sur le plan des mœurs, transformation que n'entraîne aucunement de manière mécanique une révolution économique et sociale. Se réservant ainsi un champ d'action propre, distinct du terrain de lutte des révolutionnaires professionnels, les surréalistes étendaient alors à toute la postérité de Marx certaines des critiques que Breton formulait en 1926 ou 1932 à l'adresse du seul Parti communiste. »

Le signe ne doit pas oblitérer la chose signifiée ?

Cette lucidité fit que se rallièrent autour de Vincent ceux qui précisément tinrent alors à continuer l'aventure. Cette volonté se fait jour dans les pages de *Moments...* Loin de s'appesantir sur les questions posées par la mort de Breton, qu'il évoque en ouverture, Vincent se tourne vers bien des sujets non encore abordés par la réflexion surréaliste, ou évités ou oubliés. Dans ce recueil qui fut pensé pour une grande part comme une suite éventuelle à *la Civilisation surréaliste*, Vincent affirme que « les axes autour desquels s'organisent les pages qu'on va lire reflètent nécessairement des inquiétudes et des préoccupations qui me sont personnelles. On s'égarerait à y chercher le spectre entier des orientations du surréalisme depuis vingt-cinq ans ; le souci d'être exhaustif ne m'a pas effleuré et l'on serait mieux avisé de ne voir ici qu'un témoignage, tel que peut le valider cette certitude : ce sont les surréalistes qui définissent le surréalisme jour après jour, bien loin qu'il soit permis de vérifier leur conformité individuelle à un portrait-robot policieusement dressé au préalable.

Notion établie nécessairement de l'extérieur dans des arpentages aussi laborieusement descriptifs que désarmants d'ingénuité. Ainsi, pour déplorablement étroit que soit le faisceau du projecteur, je me satisferais qu'il permette de discerner ce qui sépare le surréalisme tel qu'on le dépeint, du surréalisme tel qu'il se bâtit, tel qu'on l'a vécu et qu'on le vit. » (*Moments...*, p. 17).

Cette position du guetteur, Vincent la tiendra jusqu'à sa mort. Dans les frémissements amenés par la rencontre d'un nombre relativement important de jeunes gens, il ne craignit pas, comme il fallait s'y attendre, de se montrer exigeant. Non pour assumer un éventuel rôle de chef, mais par une volonté de discerner les potentialités sensibles et constructives de chacun. L'enjeu, la continuation du surréalisme après Breton, dont il avait fait le choix, appelait cette exigence.

Moments... se fait l'écho d'interrogations qui se posaient alors, comme en témoignent « L'événement surréaliste » ou « L'avenir du surréalisme », « Situation du surréalisme en 1971 ». L'intérêt que tous portaient aux activités des surréalistes tchécoslovaques et au sort qui leur était fait (le philosophe Vratislav Effenberger, interdit de publication, fut reconverti en veilleur de nuit, Martin Stejskal dut installer son atelier de peintre dans une cave, Jan Svankmajer tournait et montait ses films la nuit) est évoqué dans l'ensemble des textes rassemblés sous le titre « Mes châteaux de Bohême ». Ce recueil offre également des entretiens avec Stefan Baciu ou Herbert Marcuse. *Moments...* nous fait parcourir les paysages mentaux et sensibles qui furent ceux des surréalistes qui eurent à cœur de continuer l'aventure après la mort de Breton.

« Les Anneaux de Maldoror »

Les essences sont plus concentrées dans *les Anneaux de Maldoror* qui développent un thème unique : la notion de contraire dans l'ensemble de la production, qu'elle soit littéraire ou plastique, des surréalistes. À l'origine de cette thématique, une proposition de jeu présentée par Michel Zimbacca. La règle a paru en novembre 1970 dans le premier numéro du *Bulletin de liaison surréaliste*. Il s'agissait de « poser, en tête d'une feuille de papier, la première « évidence » venue ou la plus mûrie des propositions. Votre voisin de jeu accepte la charge d'en fournir ce qu'il tient pour son contraire [...]. Ce contradictoire transforme ensuite sa négation en affirmation... qu'il soumet alors au troisième joueur... Plus on est de sages, plus on nie ».

La part ludique reste surtout un prétexte à découvertes. Dans le cas de cette expérience, la part de plaisir dépassée, tout un ensemble de remarques va permettre à Vincent de dépister dans nombre d'œuvres surréalistes la permanence de la notion de contraire, à commencer par l'alternance dans l'œuvre de Lautréamont (*les Chants de Maldoror* puis *Poésies*). Il va repérer et dénombrer à partir des recherches de Suzy Gablik dans l'œuvre de René Magritte, la présence de cette notion d'extrême éloignement, dont la plus célèbre reste « Ceci n'est pas une pipe », qui est à double direction : si c'est bien une pipe qui apparaît sur la toile, il ne s'agit en fait que de sa représentation. Et Freud démontre bien que, dans un rêve, par exemple, ou dans une relation de fantasmes, une personne présente n'est en fait qu'un leurre qu'il faut démasquer pour retrouver le vrai sujet de l'obsession. Cet élément récurrent va se retrouver chez W. Paalen, dans les énigmes de Marcel Duchamp, chez Man Ray, Picabia, Meret Oppenheim et dans tel rite heyoka³, chez les Sioux Lakota, comme le rapporte Hehaka Sapa, un Amérindien, informateur de John G. Neihardt, poète et ethnologue.

Dans « À propos de chiennes cocasses » des *Moments...* (p. 70), Bounoure remonte aux sources du surréalisme en rappelant que « si le surréalisme a vu le jour, c'est pour attester la scandaleuse divergence entre le donné et le désirable, entre l'existence quotidienne et l'aspiration immémoriale, c'est pour affirmer l'urgent usage et la nécessité de ce qui était jusque-là refoulé et jugé chimérique. La lutte contre le pouvoir politique, la lutte contre le pouvoir social, la lutte contre le pouvoir économique, la lutte contre le pouvoir culturel n'en font qu'une ».

Aurélien Dauguet

1. *Moments du surréalisme*, L'Harmattan, Paris, 1999, 252 pp. *Les Anneaux de Maldoror*, L'Écart absolu, Paris, 1999, 120 pp. *S.U.R.R.* (surréalisme, utopie, rêve, révolte), la revue du groupe de Paris du mouvement surréaliste, est en vente à Publico.

2. L'histoire des rencontres entre les surréalistes et les anarchistes a été évoquée longuement dans le numéro 1000, mai-juin 1995, du *Monde libertaire*. Les lecteurs intéressés par les rapports tissés entre ces deux courants de pensée peuvent s'y reporter.

3. Les Heyoka sont des personnages sacrés, sortes de clowns, qui par leur tenue et leurs gestes donnent une version burlesque de la réalité, afin d'en faire ressortir l'aspect positif et générateur.

Vie du mouvement

Des nouvelles fraîches du Centre d'éducation libertaire Bonaventure Une année 2001-2002 d'action et de réflexion

LES 14 ET 15 JUILLET derniers se tenait le Congrès extraordinaire du CEL, ce qui nous permettait non seulement (et surtout !) de revoir les ami(e)s de Bonaventure, mais encore de faire le point sur la situation exceptionnelle que nous avons connue au cours de l'année 2000-2001. Plus d'une vingtaine de personnes se sont déplacées des quatre coins du pays pour y assister: parents d'enfants scolarisés à Bonaventure l'année dernière, adhérent(e)s, et une ancienne élève aujourd'hui en classe de 3^e.

Nous avons d'abord voulu rappeler les difficultés apparues pendant l'année scolaire passée. L'animateur et l'instituteur nous ont quitté après quelques mois, contraignant les parents à adopter des solutions d'urgence qui, comme souvent dans ces cas-là, se sont révélées insatisfaisantes. Une institutrice, mère d'enfants de Bonav, a alors pris la suite, tandis que d'autres parents intervenaient dans la semaine, proposant différentes activités. Dans un tel contexte, les enfants ont inévitablement traversé une période difficile, situation encore accentuée par le départ de deux familles.

Bref, un bilan très imparfait selon les uns, plus acceptable selon les autres, mais qui a donné naissance à une série de questionnements sur notre structure et nous a encouragé à nous remettre en question. Après dix années d'existence, Bonaventure ressent aujourd'hui le besoin et l'envie de multiplier ses animations pour s'ouvrir davantage sur l'extérieur et donc, pour propager les idées et les pratiques libertaires. Dans cette perspective, le congrès a adopté plusieurs résolutions, dont celle de suspendre pendant une année les activités scolaires. Cela pour nous permettre d'analyser nos fonctionnements et dysfonctionnements, et donc de mieux préparer la rentrée 2002-2003 (signaux à titre informatif que nous avons déjà reçu cinq demandes d'inscription). Mais si, pour mener ce travail de réflexion à bien, nous avons décidé de ne pas accueillir d'enfants à plein temps cette année, nous ne resterons pas pour autant inactifs. La décision a en effet été prise d'élargir nos activités vers les adultes :

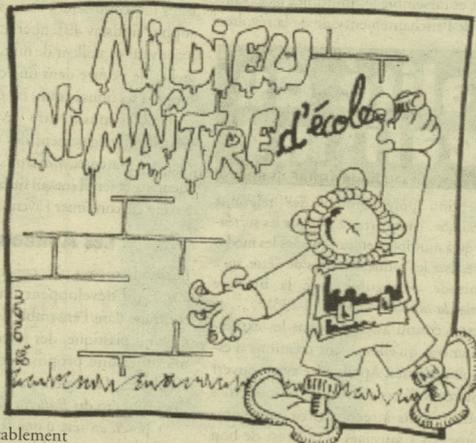
- Des militant(e)s du groupe Bakounine de la FA devraient prochainement commencer à animer un café philosophique. Des intervenants seront régulièrement invités pour parler de thèmes d'actualité, ou de sujets en rapport avec le mouvement libertaire.

- Un livre sur les dix années d'expérience du Centre d'éducation libertaire sera écrit, se fondant sur les témoignages des enfants, des parents et des adhérent(e)s, mais aussi

qui le désiraient d'en assumer l'organisation. Dans ce cas, Bonaventure se contenterait de mettre à leur disposition ses locaux.

- Bonaventure travaille en outre, et ce depuis de nombreuses années, avec l'AUP-EJ, une association sénégalaise d'éducation populaire, ainsi qu'avec les écoles Freinet (ICEM). Nous souhaitons vivement profiter de cette année pour intensifier cette collaboration entre ces différentes structures.

- Enfin, Bonaventure prévoit d'organiser des rencontres internationales sur l'éducation non-autoritaire et libertaire. Aucune date n'a pour l'instant été fixée pour celles-ci en fonction de l'importance du projet et du travail qu'il nécessite, mais nous informons régulièrement les adhérents du CEL de son évolution.



sur les archives. Ce travail devrait également nous permettre de distinguer un meilleur fonctionnement pour la structure bonaventurière et de préparer sereinement la prochaine rentrée des enfants.

- À partir des vacances scolaires de Pâques, nous serons en capacité d'accueillir les enfants qui le désiraient dans le cadre de colonies ou de séjours découverte. Ce sera l'occasion, pour les futures inscriptions, de faire plus ample connaissance et de découvrir les lieux.

- Des ateliers d'alphabétisation et de remise à niveau seront aussi organisés, essentiellement destinés aux personnes résidant dans la région.

- Des ateliers d'initiation à Internet sont également prévus, afin de nous approprier ce moyen de communication et qu'il ne demeure pas le privilège de quelques-un(e)s.

- Des stages de formation politique et syndicale aux idées et pratiques libertaires sont en cours d'élaboration. Des membres de Bonaventure se proposent de les animer, tout en laissant la possibilité à ceux et celles

Outre les activités déjà énoncées, nous demeurons bien évidemment ouvert(e)s aux propositions et aux envies qui pourraient surgir durant l'année. Dans ce but, nous invitons donc tou(te)s les militant(e)s libertaires, les organisations, et plus généralement toutes les personnes qui sont intéressées par les réalisations et les activités du CEL-Bonaventure, à nous contacter. Nous vous invitons aussi à visiter notre site Internet, ce qui vous permettra d'obtenir des informations régulières, de consulter la bibliographie relative aux écoles alternatives et libertaires, etc.

Parce que nous progressons mieux à plusieurs que seul(e)s, parce que les idées ne sont rien sans la pratique, n'hésitez pas à nous écrire, à nous téléphoner ou à venir nous voir.

Cédric

Centre d'éducation
libertaire Bonaventure

Centre d'éducation libertaire
Bonaventure

35, allée de l'Angle, Chauré
17190 Saint-Georges-d'Oléron.

Tél./fax: 05.43.75.08.92.

E-Mail : bonaventure@wanadoo.fr.

Site de Bonaventure :

<http://perso.wanadoo.fr/bonaventure>



Contre la criminalisation de la pauvreté

DANS LE CADRE de la loi pour la sécurité quotidienne, des mesures particulièrement imbéciles et cruelles ont été adoptées par les députés, le Réseau pour l'abolition des transports payants condamne avec fermeté ces lois liberticides sous prétexte de lutte antiterroriste et en particulier le point relatif aux transports.

En effet l'article 24-1 de la loi du 15 juillet 1845 stipule que « Toute personne qui aura, de manière habituelle, voyagé dans une voiture sans être muni d'un titre de transport valable sera punie de six mois d'emprisonnement et de 7500 Euros d'amendes (50 000 F) ». L'habitude est définie par dix infractions dans les douze derniers mois. Cette mesure, loin de « sécuriser » les transports en commun, aura pour conséquence d'inciter à la violence les usagers des transports en commun n'ayant pas les moyens de payer leur titre de transport. Alors que 60 % des conflits entre agents de la RATP et usagers sont déjà dus à l'absence de titre de transport, ces statistiques risquent d'augmenter : quitte à risquer l'emprisonnement autant se soustraire aux contrôles. Cette mesure peut également se révéler dissuasive, ce qui est tout aussi inacceptable, assignant à résidence ceux dont la seule culpabilité est la pauvreté.

Pourtant ces transports en commun, tout le monde les finance déjà par le biais des impôts directs ou indirects : la SNCF subventionnée par l'argent public via le Réseau ferré de France et la RATP dont la vente des tickets couvre à peine les coûts de fabrication des billets, l'entretien des machines à composer et les contrôles.

Revenir à la gratuité des transports est légitime, seul moyen d'assurer à toutes et tous l'accès au service public des transports, la liberté de circulation et l'amélioration du cadre de vie par la diminution de la pollution.

RATP

Réseau pour l'abolition des transports payants

police et les éléments les plus éclairés des troupes parachutistes, dont les paroles les plus souvent employées étaient « Je ne comprends rien à ce qui se passe ». Il est vrai qu'à chaque moment Ben Laden pouvait surgir d'un passage secret entre l'Afghanistan et Paris.

Une fois encore nous avons vérifié la popularité des revendications du RATP : transports gratuits pour toutes et tous ET développement du service public égalitaire. Nous avons pu aussi discuter avec des agents de la Régie et confronter les points de vue.

Groupes FA
membres du RATP

Ils sont Vichy



Soyons pirates

EN CE SAMEDI pluvieux de novembre deux petits rayons de soleils sur Paris ont éclairé l'après-midi des Parisiens. Des militant(e)s du RATP ont en effet organisé deux opérations « portes ouvertes » aux stations Gare-de-Lyon puis République. C'est un cérémonial désormais « rodé » : les membres du RATP* bloquent les tourniquets de la station choisie (avec des banderoles), ils ouvrent les portes d'accès réservées aux handicapés et proposent aux usagers de rentrer gratuitement. Comme cadeau, ces mêmes usagers ont le droit aux fameux tickets « zéro Franc/zéro fraude » et à un tract explicatif et à des slogans. Cette opération était placée sous l'égide de « vichy pirate ». Les militants du RATP ont été à chaque fois « protégés » par la